

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard Lenoir,  
93 100 Montreuil

Tél : 808 00 80 à 84  
Télex : PRENO A 211 628 F

Edité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).  
Directeur de la publication :  
Alain Bobbio.  
Numéro de la commission  
paritaire : 46 722  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

mercredi 8  
septembre 1976

Belgique 15 FB Suède : 2,25 KR  
Portugal : 15 ESC Italie : 300 L  
Grèce : 20 DR Suisse : 1 FS

La rentrée syndicale face au plan d'austérité

## division et passivité

Dans leurs discours prononcés hier, E. Maire et G. Séguy ne proposent aucune action concrète

voir pages 4 et 5

Maire à Lyon, Séguy à St-Ouen : deux meetings traditionnels de rentrée qui devaient analyser la situation et tracer des perspectives de lutte pour les militants syndicaux.

Devant ce qu'ils ont entendu, beaucoup de militants sont restés sur leur faim.

Ils attendaient des axes de bataille sur les salaires et le pouvoir d'achat. Les directions de la CGT et de la CFDT se sont contentées de lancer des appels pressants à la négociation.

Ils attendaient les mobilisations prévues pour faire échec à « l'impôt sécheresse ». Ils ont vu Maire, sous prétexte de refuser « le poujadisme », refuser toute action unitaire de riposte immédiate. Ils ont vu Séguy accuser Maire de faire le jeu du gouvernement et justifier ainsi sa propre inaction.

Mais c'est sur la question du débouché politique aux luttes que Maire et Séguy étaient les plus attendus : les cantonales avaient montré que le PS et le PC étaient majoritaires, le départ de Chirac avait fait toucher du doigt la crise du gouvernement. Faudra-t-il attendre 78 ? La question était sur toutes les lèvres.

Tous deux ont répondu à leur manière :

— Nous n'attendons pas 78, a expliqué Edmond Maire... pour entamer résolument des négociations. « Nous attendons une seule réponse de R. Barre et pas dix : où, quand, comment, on négocie et sur quoi... » Condamnant à la fois « euphorie » et « attentisme » il n'a proposé d'ici là que l'action syndicale au jour le jour.

— Quant à Séguy, c'est avec des accents prophétiques qu'il a annoncé que l'heure approchait où les militants syndicaux auraient bientôt à faire un gouvernement de gauche, dont ils appuyeront l'action. Mais, en attendant, le réalisme conduit à négocier avec les gens en place. On peut même signer des contrats, mais (ajoute-t-il avec une suffisance bureaucratique), « la signature de la CGT, ça se paie ».

Rien dans tout cela qui parte de la nécessaire riposte à l'offensive que va mener le gouvernement Barre contre le pouvoir d'achat et l'emploi, pour mettre en avant la perspective d'une centralisation des luttes qui oblige le gouvernement à céder sur les revendications ou à céder la place. Rien même sur la possibilité d'élections rapprochées.

Les « trois coups de la rentrée » risquent fort d'être des coups pour rien. La rentrée 76 se sera faite sous le signe de la division et de la passivité face à l'impôt sécheresse de la surenchère aux phrases ronflantes qui ne coûtent rien, et de l'absence totale de perspectives de lutte.

De ces longs discours, où sont soigneusement léchées les « petites phrases » à usage de journalistes, les militants ne trouveront que deux choses concrètes : la journée d'action du 23 octobre, et les élections de 78. Accepteront-ils de s'en contenter ?

F.L.



CORSE

## DES AUTONOMISTES BLOQUENT L'AÉROPORT D'AJACCIO

A l'appel du comité anti-répressement d'Ajaccio, plusieurs centaines de corses ont manifesté pour la libération immédiate de Jacques Fieschi, l'un des animateurs du syndicat de routier, Strada Corsa. Cette manifestation était soutenue par de nombreuses organisations socio-professionnelles et mouvement autonomistes dont le PPCA et Fronte Corsu.

En fait le cas de Jacques Fieschi n'est que le révélateur d'une situation économique-politique. Depuis l'Alérie la situation de l'île n'a pas cessé de se dégra-

der ponctuée par l'action de Max Siméoni et celle, il y a une semaine de Fieschi.

La journée d'hier s'est déroulée sous le signe de la solidarité. Alors qu'Ajaccio et ses alentours étaient occupés militairement par les forces de police, une vingtaine de camions, immobilisés sur l'une des pistes de l'aéroport de Campo dell'Oro, un boeing. Le trafic était alors interrompu tandis que les CRS prenaient position sur le pont du Ricantu.

lire la suite page 6

CATALOGNE

## LA 'DIADA'

réunion de tous les partis catalans

## INTERDITE

les organisateurs attendaient près d'un million de personnes

La « diada », réunion à laquelle devaient participer toutes les forces politiques catalanes, prévue par le 11 septembre prochain dans un parc public à Barcelone a été interdite par le gouverneur civil de la ville.

Cette réunion, à laquelle les organisateurs attendaient de 500 000 à 1000 000 personnes aurait constitué la réunion catalane la plus importante depuis la guerre.

L'interdiction est motivée par la crainte des repercussions qu'elle aurait pu avoir sur la situation politique actuelle de l'Espagne et au sein de l'armée.

« Le spectre de Pertur »

« Toi tu as intérêt à rester tranquille, si tu ne veux pas qu'il t'arrive ce qui est arrivé à Pertur », déclare le garde civil à une camarade basque connue dont il vient de contrôler l'identité. Le propos en dit long sur la responsabilité de l'appareil d'état franquiste dans la disparition du dirigeant d'ETA.

Cela n'empêche pas que, coïncidant avec le début des mobilisations du « mois pour l'amnistie », en Euskadi, se développe dans l'organe de presse le plus ultra en Euskadi « Voz

de Espana » (ce qui est tout un programme) une campagne de presse sur la disparition d'Eduardo Maria Moreno Bergareche le dirigeant d'ETA-V plus connu sous le nom de Pertur. Un nommé Enrique Sanz Martin signe une série de « papiers » à peine dignes des scénarios de série B à Hollywood.

« Pertur » aurait été assassiné selon lui près de St Jean de Luz par un autre dirigeant d'ETA Miguel Angel Apalategui, « Apala » (suite page 2)

M.R.

Violentes manifestations au Caire

## 8000 arrêtés en une nuit

Un communiqué officiel de la police du Caire en Egypte annonçait hier matin qu'une « opération coup de poing » d'envergure, réalisée dans la nuit de lundi, avait permis « l'arrestation de 8 000 délinquants de droit commun ». Selon le correspondant du journal Le Monde dans la capitale égyptienne, de violentes échauffourées auraient eu lieu entre la police et les habitants des quartiers populaires de Sayeda-Zeinab et d'El-Ahzar. A l'origine, une bataille entre policiers et civils aurait fait un mort ; à la suite de quoi la foule aurait attaqué des commissariats de police. Un quadrillage très serré de la ville était mis en place afin de disperser les manifestants et les affrontements auraient duré jusqu'à l'aube de mardi.

Rouge rend  
des comptes

en dernière page



## ESPAGNE

### le spectre de Pertur

♦ La famille du militant basque disparu dénonce la machination montée par un quotidien espagnol

(suite de la page 1)

Et le journaliste, connu au Guipuzkoa pour ses amitiés au sein de la police politique franquiste de décrire, minute par minute, l'enlèvement et l'exécution de Pertur.

Selon lui, c'était ni plus ni moins qu'Apala qui se trouvait dans la Mercedes qui attendait Pertur à la station service. Celui-ci serait monté, puis aurait été ligoté, baillonné et Apala lui aurait alors tiré deux balles de pistolet dans la nuque.

#### Un homme politique en vue

Et comme il faut donner le mobile du règlement de compte, le « journaliste » explique que des divergences avaient éclaté au sein de la branche militaire d'ETA sur la nécessité ou non, dans la période actuelle d'abandonner les actions terroristes. Apala aurait été pour continuer sur la ligne antérieure et Pertur s'y serait opposé. Le scribouillard explique que Pertur, brillant intellectuel, pouvait espérer à la suite de ce revirement, et de la rupture négociée, devenir un homme politique en vue au Pays Basque...

Dans des éditions ultérieures, la « Voz de Espana » a fait monter la sauce en expliquant que P.J. français avait lancé un mandat d'arrêt contre Apala et que la famille de Pertur avait porté plainte contre lui.

#### Un démenti de la famille

Nous avons rencontré, à San Sebastian, la femme et le frère de Pertur qui s'étaient rendus en France auprès de la police dès la parution des premiers articles pour savoir si l'enquête avait apporté des éléments nouveaux. En fait d'enquête, la police française n'a pas avancé d'un pouce, mais s'occupe à se renseigner, à demander des adresses et à fichier les... militants basques résidant en France.

La compagne de Pertur a démenti que la famille ait porté plainte ; pour elle, la « Voz de Espana », « lance une campagne calomniatrice, en agglomérant quelques faits réels connus de tout le monde, comme par exemple les divergences au sein de l'ETA sur la tactique à avoir aujourd'hui et monte un roman feuilleton afin de couvrir les vrais coupables et de désorienter le peuple basque ». Et d'ajouter catégorique : « Nous réaffirmons que l'enlèvement a été le fait de l'extrême-droite avec des connexions éventuelles dans les hautes sphères de l'Etat. D'ailleurs au moment où l'enlèvement de Pertur a été confirmé, les policiers français nous ont dit qu'ils saient depuis trois mois que l'alliance apostolique anti-communiste discutait et s'apprêtait à agir en Euskadi nord ».

Le frère nous a révélé aussi que Pertur avait, peu de temps avant son enlèvement, porté plainte auprès de la police française, à la sous-préfecture, pour avoir reçu des menaces de mort d'organisations d'extrême-droite espagnoles.

#### Inquiets

Mais les proches de Pertur sont inquiets. Pas des répercussions elles-mêmes de la campagne de la

« Voz de Espana ». Car déjà sur tous les murs de San Sebastian, à côté des listes des prisonniers et du portrait de Pertur, fleurissent des autocollants verts, « Boycotte, n'achète pas, ne lis pas la « Voz de Espana », le journal le plus anti-basque ».

Non, l'inquiétude vient de la certitude que les organisations d'extrême-droite ont des ramifications para-policières. On rappelle ici, à San Sebastian comment les débris de deux grenades lancées en novembre 1975 contre la maison des parents de Pertur, portaient les marques distinctives de la Guardia Civil.

— Si une partie de l'appareil d'état, surtout certains alcaldes (maires) commencent à tourner leurs vestes, à multiplier les déclarations en faveur de l'amnistie, d'autres n'hésitent pas à s'engager ouvertement dans l'escalade terroriste. Comme par exemple le président de la « Deputacion », Araluce, qui a participé avec ses fils à la provocation montée à Montejurra contre les Carlistes de gauche.

#### Le tortionnaire le plus haï

Et que peut faire un gouvernement quel qu'il soit contre les bandes parallèles directement issues de l'appareil d'état ? Ils viennent de nommer directeur général de la Sécurité l'un des tortionnaires les plus haï d'Euskadi : le gouverneur civil de la province de Guipuzkoa durant l'état de siège, qui fut, à ce titre, responsable de toutes les tortures et des assassinats perpétrés dans les commissariats et les postes de Guardia Civil et de la D.G.S.

Chacun sent ici que les prochains mois ne vont pas être de tout repos. Car le danger ne se circonscrit pas au triangle de Biarritz, Bayonne et St Jean de Luz. Il y a quelques jours, un réfugié, rentré ici après le décret loi d'amnistie, Valentin Solagaistua a manqué d'être enlevé dans son village d'Algorta en Biscaye.

Michel Rovere

#### Semaine « soutien au peuple chilien »

Le Comité de Soutien à la Lutte Révolutionnaire du Peuple Chilien (CSLRPC) organise au cinéma 14 juillet (métro Bastille) une semaine Chili à l'occasion de l'anniversaire du 11 septembre. Des films dont *Actes de Marusia*, des débats, une exposition, des montages diapositives, du matériel d'information sur le Chili et la solidarité internationale. La semaine début ce jeudi.



## SUISSE

La grève chez Dubied a pris fin hier

### La plus grande grève de métallos depuis 40 ans

Le travail a repris hier matin aux usines Dubied. Après un mois de grève, les mille travailleurs qui réclamaient au début 2000 francs suisses, en guise de 13e mois supprimé, n'en ont obtenu que la moitié. Par contre, le patronat suisse n'a pas réussi à faire respecter la sentence du tribunal arbitral. Les mécanismes de la « paix au travail » ses offices et ses tribunaux, que la bourgeoisie et la bureaucratie syndicale voudraient faire passer pour neutres, ont été mises en échec par les travailleurs. Tel est le résultat, éminemment positif de la plus grande grève des métallos en Suisse depuis 40 ans, date à laquelle les dirigeants syndicaux avaient décidé de signer « la paix au travail », livrant ainsi la classe ouvrière à la « bonne volonté » de la classe ouvrière.

Les répercussions de cette lutte se feront sans nul doute sentir cet automne pour le renouvellement de la convention horlogère et surtout le printemps prochain pour la convention de la métallurgie. Déjà de nombreux travailleurs combatifs s'appuient sur cet exemple pour

plaider en faveur d'une mobilisation de la classe ouvrière dans son ensemble. Pour la première fois la pression des travailleurs pourrait se faire sentir durant ces futures négociations et imposer au patronat la rétrocession de tous les acquis qu'il a supprimé pendant la récession.

#### Aux prix de n'importe quel compromis

Mais la bataille pour cet objectif sera difficile, car les hauts dirigeants syndicaux sont décidés à défendre bec et ongles la « paix du travail », comme l'a démontré Ghelfi, vice-président du syndicat des métallos et horlogers (FTMH) qui a entrepris diverse manœuvres pour que la grève de Dubied cesse le plus tôt possible au prix de n'importe quel compromis. C'est la combativité des 1000 grévistes qui a freiné ces manœuvres durant 4 semaines. Mais cette combativité n'a pas été suffisante pour que ne réussissent le jeudi 2 septembre, les offensives combinées de Ghelfi, du gouvernement cantonal de Neuchâtel, et du patron de Dubied contre la grève.

#### Une promesse ambiguë

Ce jeudi, Ghelfi proposait aux grévistes la levée des piquets de grève en échange d'une promesse très ambiguë du patronat qui proposait l'octroi d'un million de francs suisses, dont les modalités de distribution devaient être négociées après la fin de la grève. Au cours d'un vote confus Ghelfi obtenait la levée des piquets de grève, liée cependant à ce que le million soit accordé en 76.

Dans la nuit, bien que ces conditions n'aient pas été remplies il ordonnait tout de même la levée des piquets. Et le lendemain, se sentant trahis par leur dirigeant syndical, les grévistes découragés sentaient que leur unité avait été brisée et s'apprêtaient à reprendre le travail dès lundi. En décidant toutefois de se rassembler chaque matin et chaque soir devant l'usine et d'y pénétrer et d'y sortir en cortège, afin de rester mobiliser durant les dernières négociations.

Frédéric Gonseth

## GUADELOUPE

Première manifestation de réfugiés

### LA TENSION MONTE

Le volcan se calme, la tension monte

Première manifestation de réfugiés à Pointe à Pitre

Tandis que l'accalmie se prolonge à la Soufrière, marquée par une décroissance de l'activité sismique, le mécontentement grandit parmi les réfugiés.

Le comité de soutien aux réfugiés a organisé lundi une manifestation : trente représentants de ce comité ont défilé dans les rues de Pointe à Pitre en réclamant du travail. Une délégation a été reçue

par le sous-préfet, M. Doumenc. Le comité a été créé le 24 août à l'initiative du GRS (Section antillaise de la IV<sup>e</sup> Internationale) et du groupe Combat Ouvrier (proche de Lutte Ouvrière). Outre ces deux organisations, il comprend la CGTC (Confédération générale du travail guadeloupéenne) et trois autres syndicats : la FGT (Fédération des travailleurs guadeloupéens), syndicat du bâtiment issu du groupe Fraternité ouvrière qui a joué un rôle important dans les grandes luttes de 1967, le SPECOG (Syndicat des employés de commerce) et la SIPAG (Syndicat des instituteurs et professeurs assimilés guadeloupéens).

#### Cinq revendications

Le comité a organisé également une conférence de presse où il a formulé ses mots d'ordre :

- réquisition des hôtels et des casernes des forces de l'ordre.

- Construction de logements décentes et suffisants et de bâtiments scolaires en pré-fabriqués. Le SIPAG refuse, par exemple, d'assurer la rentrée du 15 septembre, en faisant la classe dans des tentes. Celles-ci posent en effet des problèmes de sécurité et permettent surtout, un bourrage des effectifs et donc la suppression d'emplois d'auxiliaires.

- Application du régime du chômage technique de la métropole (les 90 %) au lieu de l'aumône de 400 F. mensuels accordés par le préfet aux travailleurs privés d'emploi.

- Ouverture de grands travaux d'utilité publique avec embauche prioritaire pour les travailleurs de Basse-Terre.

- Moratoire total des loyers et des impôts pour les personnes sinistrées.

M. Verdi

## ETATS-UNIS

Le co-listier de Ford soupçonné

### Un vrai pot de merde

Déjà ? C'est ce qu'ont dû se dire de nombreux Américains en apprenant que le sénateur Robert Dole, co-listier du président Ford aux prochaines élections présidentielles, était soupçonné d'avoir reçu de la Gulf Oil des contributions financières illégales qui devaient lui permettre de se faire élire plus facilement à son siège de sénateur lors des élections sénatoriales de 1973.

#### Un démenti et un accusateur

Le sénateur a d'ailleurs été obligé de reconnaître qu'il avait été effectivement interrogé à ce propos par des enquêteurs fédéraux, mais il a nié jamais avoir reçu le moindre sou de la Gulf Oil. Ce qui n'empêchait pas le *New-York Times* d'affirmer, le 6 septembre, que le directeur de la Gulf Oil à Washington *Claud Wild* avait reconnu devant le Grand jury avoir versé une contribution de 5 à 6 000 dollars au sénateur.

#### Les affaires de Gerry Ford

La seule chose qui puisse nous étonner dans cette histoire, c'est la modicité de la somme. Il est vrai qu'à cette époque, la Gulf n'était pas tenue de savoir que le sénateur figurerait un jour sur le ticket républicain, sinon n'en doutons pas elle se serait montrée moins pingre. Tout cela, bien entendu, n'arrange pas les affaires de Gerry Ford qui doit sérieusement commencer à regretter le jour où il a fourré ses pieds dans une telle merde.



## ARGENTINE

# LES RAISONS DU COUP D'ETAT

Différents commentaires internationaux sur les récents événements en Argentine ont insisté sur le fait que le coup d'Etat du général Videla était motivé par la nécessité d'affronter de façon plus efficace la lutte contre les groupes guérilléristes. Une telle affirmation est superficielle et seulement partiellement juste.

Elle s'appuie sur les aspects spectaculaire du processus politique argentin où la violence des groupes guérilléristes et de droite a été quotidienne, en les confondant avec une véritable guerre civile. Mais pour spectaculaire qu'ait été cette « guerre de poche » entre guérilléristes et fascistes, elle s'est déroulée en marge des véritables affrontements de classe qui ont marqué l'Argentine. Les nouvelles des journalistes, les analystes politiques ont laissé de côté les grandes luttes du prolétariat, sa grande mobilisation dans la grève générale : c'est essentiellement pour bloquer cette mobilisation qu'eut lieu le coup d'Etat du général Videla le 24 mars passé.

A partir de la moitié de l'année 1975, le prolétariat s'était engagé dans une nouvelle mobilisation, cette fois cette la politique anti-ouvrière du gouvernement d'Isabel Peron. Si par le passé, la classe ouvrière avait eu recours à la grève pour combattre les dictatures militaires et appuyer le retour du péronisme au pouvoir, cette fois-ci la grève générale eut lieu contre le gouvernement péroniste lui-même. La grève contre le plan Rodrigo, ministre de l'économie d'Isabel, fut un succès et représenta un point de départ pour de nouvelles mobilisations qui entraînèrent l'échec des plans économiques ultérieurs, (plans anti-ouvriers qui cherchaient à imposer une réduction du salaire de plus de 50 %), de Bonami, Cafiero, Mondelli... Lopez Rega lui-même, représentant des secteurs fascistes du péronisme avait été écarté par la mobilisation des masses.

Le gouvernement péroniste se montra incapable de contenir la montée du mouvement ouvrier. Entravé par de nombreuses luttes au sein de sa direction et de son parti profondément divisé ; avec une bureaucratie syndicale toujours plus affaiblie par les grèves et traversée également par les divisions. Le gouvernement se montra d'autre part incapable de rétablir la stabilité économique et sa politique démagogique de dépenses publiques stimula le désorganisation économique (423 % d'augmentation

des prix en un an). Le chaos économique stimula la mobilisation ouvrière et sema la confusion dans les rangs mêmes du patronat. Si l'on ajoute à cela la violence politique créée par l'affrontement armé des guérilleros et des bandes fascistes, on comprendra la complexité de la situation.

Pour sa part, la classe ouvrière s'était donné ses propres organismes démocratiques : les coordinations, qui apparurent dans une série de districts comme Cor-doba, la Plata, la banlieue de Buenos Aires, etc. Ces coordinations furent, de fait le principal instrument de lutte contre le plan Modelli. Cependant, malgré notre interven-

tion (du PST) et celle des autres forces révolutionnaires, le prolétariat ne put pas créer une direction alternative à la bureaucratie. Face à la crise du péronisme, le processus d'affirmation d'une nouvelle direction ne réussit pas à se cristalliser.

Le coup d'Etat fit échouer cette possibilité et, profitant de la confusion créée par la crise du péronisme, il fit échec à la mobilisation ouvrière.

Julio Mendoza

représentant à l'extérieur du Parti socialiste des travailleurs (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale en Argentine)

## A l'heure de la dictature

Le cône sud est dominé par la sombre réalité des dictatures militaires. En effet, en plus du Brésil, on a vu au cours de cette décennie s'installer peu à peu des dictatures en Bolivie, en Uruguay et au Chili. L'Argentine était le seul pays de cette région où subsistaient quelques vestiges de la démocratie bourgeoise et un président civil détenait les rênes du pouvoir. Il n'en est plus rien aujourd'hui.

La dictature y a également gagné la partie, au moins transitoirement. Le gouvernement péroniste, avec tous ses mythes et ses échecs est tombé sans peine ni sans gloire, et sans que les ouvriers qui l'avaient rendu possible ne se soient mobilisés pour le défendre.

Le coup d'Etat visait essentiellement à bloquer et à frapper la mobilisation ouvrière que l'on connaissait en Argentine depuis la mi-75 ; il a entraîné des conséquences désastreuses pour cette mobilisation, en réussissant à frapper l'avant-garde ouvrière qui se trouvait à la tête des luttes particulièrement importantes car, pour la première fois depuis 30 ans, elles étaient dirigées contre un gouvernement péroniste.

Cette défaite a amené l'arrestation de militants syndicaux et politiques, parmi lesquels se trouvent les camarades José Paez et Arturo Aspaza militants du Parti Socialiste des Travailleurs (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale).

## UNE CAMPAGNE MONDIALE Pour sauver Paez et Aspaza



Paez et Aspaza



Ala demande du Parti socialiste des travailleurs (organisation sympathisante de la IV<sup>e</sup> Internationale en Argentine), les sections de la IV<sup>e</sup> Internationale ont entrepris une campagne visant à obtenir la vie sauve pour José F. Paez et Arturo Aspaza, dirigeants trotskystes emprisonnés par le régime militaire argentin et dont la vie est en danger.

Au Venezuela, un groupe de personnalités politiques, parmi lesquelles les députés du MIR, du MAS et de Vanguardia Comunista ont écrit au général Videla pour lui demander de garantir la sécurité de Paez et Aspaza. En Colombie également, 30 parlementaires et des organisations syndicales (avec à leur tête la Fédération syndicale des enseignants) ont agi dans le même sens. Au Mexique, la campagne lancée par la Ligue Communiste Internationaliste et la Ligue Socialiste (en cours de fusion) a déjà un grand impact.

## AFRIQUE AUSTRALE

# La tournée internationale de Kissinger Les manœuvres du « pompier »

Les convergences de vues qui se sont exprimées entre Kissinger et les gouvernements occidentaux notamment la France (cf. notre article en page 6) lui permettent d'affirmer un optimisme tel qu'il envisage de se rendre en Afrique lundi. Il attendra certainement d'avoir le feu vert de Williamam Schaufele, secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires africaines, parti à Das es Salaam informer les chefs d'Etat africain des entretiens de Zurich.

« Le pompier de la Paix » souhaite que la conférence de Dar es Salaam aboutisse à la constitution d'une équipe de négociation commune au pays du sud engagés contre l'Afrique du sud qu'il pourrait rencontrer lors de ses navettes entre Prétoria et les capitales africaines.

En Afrique du sud, Vorster à son retour s'est borné à qualifier de « succès » ses entretiens. Il semble à cet égard qu'il veuille attendre le 14 septembre pour annoncer lors de son discours public au congrès du Parti National du Transvaal une série de réformes intérieures et ses vues sur la politique extérieure de son gouvernement.



A Zurich, lors de son entrevue avec le raciste Vorster d'Afrique du Sud, Kissinger était attendu par 3000 manifestants

## Rhodésie

# Le nationalisme en ébullition

L'évolution de la situation en Afrique Australe influence profondément l'évolution des organisations nationalistes, comme le témoignent les luttes internes de la SWAPO ou des ANC (Congrès national africain) de Rhodésie et d'Afrique du Sud, ou l'émergence de nouveaux courants et organisations comme en Rhodésie ou au pays de l'appartheid. Cette question est d'ailleurs l'un des points de l'ordre du jour du sommet africain de Dar es Salaam. Les dirigeants nationalistes rhodésiens ont d'ailleurs rejeté le projet d'accord que leur ont proposé les cinq chefs d'état présents. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que des démarches en vue d'une unification sont tentées.

En fait, l'histoire même du nationalisme rhodésien et l'évolution récente de la situation interdisent pratiquement une telle issue. D'un côté appuyée par l'OUA, la vieille ANC (congrès National Africain) avec ses deux fractions : l'ANC Muzorewa - Sithole - Chikerema « extérieure » basée à Lusaka et l'ANC dite « intérieure » de N'Khomu, dont le leader a mené récemment des entretiens avec le gouvernement Smith ; des organisations féruées dans l'art diplomatique et partisans, avec des divergences secondaires, d'une accession de la majorité noire au pouvoir qui leur assurerait la suprématie. A l'heure où les pressions se font fortes sur Salisbury pour qu'elle accepte ce fait, les luttes de clans de ces organisations se sont réveillées, à tel point qu'on leur prête l'intention de faire revivre leurs anciennes organisations respectives fondées au sein de l'ANC : l'Union Populaire africaine du Zimbabwe (ZAPU) de N'Khomu, l'œunion nationale africaine (ZANU) de Sithole, l'ANC de Muzorewa et le Front de Libération du Zimbabwe (FROLIZI).

## « Les Khmers noirs »

Mais dans ce beau jeu diplomatique est apparue une nouvelle génération de militants dont l'identité politique est encore difficile à préciser : ceux qu'on appelle les « Khmers noirs » se sont groupés au sein de l'Armée de Libération du Zimbabwe (ZLA). Bénéficiant de l'appui et de l'expérience du FRELIMO mozambicain, leur leader Valerio Taderera est arrivé avec Machel à la Conférence, ils ont semble-t-il, « mis sur la touche » les anciens leaders. Leur attitude à leur égard, ils le précisaient récemment en ces termes : « L'indépendance du Mozambique devait gagner l'ensemble de notre peuple à la cause de la lutte armée. N'Khomu n'a pas su le comprendre et il s'est trouvé le premier coupé des masses. Sithole et Muzorewa ont gardé une certaine popularité aussi longtemps qu'on ne s'apercevait pas que la guérilla était pour eux « une arme de négociation » une tactique pour accélérer leur arrivée triomphale à Salisbury ». De la même manière ils parlent d'une « lutte de longue durée, destinée à amener à Salisbury, les vrais représentants des classes exploitées et non pas la petite bourgeoisie noire ».

Il est encore trop tôt pour connaître l'avenir de cette « troisième force ». Ses objectifs militaires (des informations parlent des premières zones libérées dans le Nord-est rhodésien) sont connus mais il est encore difficile de savoir si parallèlement ceux-ci s'accompagnent d'une véritable problématique sociale politique à l'égard des masses noires notamment de la paysannerie qui a toujours représenté la principale force de résistance à la politique raciste des colons.

Frank TENAILLE

## GREVE A

### GENERAL MOTORS

Les ouvriers de l'usine automobile General Motors de Buenos-Aires ont déclenché un mouvement de grève lundi. L'industrie automobile argentine traverse une crise très grave qui a entraîné une réduction de 50 % de la production en un an. Les travailleurs sont les premiers à payer les frais de cette crise : chômage technique, réduction massive du temps de travail (et donc des salaires). A la General Motors, les ouvriers travaillent trois jours par semaine et un repos obligatoire d'une semaine par mois. Leurs revenus sont ainsi réduits de près de deux tiers ! Les travailleurs en grève réclament le rétablissement de la semaine de cinq jours et la suppression du repos obligatoire, ainsi que l'amélioration de leurs conditions de travail et de salaires.

(AFP)



## CGT-CFDT: UNE RENTREE SANS

Georges Séguy devant les militants CGT

### FACE AU SUPER-IMPOT

Alors que le départ de Chirac confirme la profondeur de la crise qui règne dans la bourgeoisie, alors que Barre son successeur, prépare une offensive anti-ouvrière de grande envergure au nom de l'« austérité », et de la solidarité « nationale », les premiers jours de la rentrée sont marqués par une polémique entre la CGT et la CFDT dont la première conséquence est l'impossibilité de toute action commune contre le super-impôt.

Dans ces polémiques il faut d'abord distinguer la forme et le fond.

Sur la forme, il est clair que la publicité faite par Séguy autour de la proposition de la CGT avant même qu'ait eu lieu la moindre rencontre avec la CFDT ressemble fort à une mise au pied du mur. Il l'a d'ailleurs lui-même reconnu implicitement dans son discours à Saint-Ouen en déclarant sans malice : « si nos camarades de la CFDT avaient eu cette idée avant nous, plaçant au dessous de tout autre considération notre unité d'action et l'intérêt des travailleurs, nous aurions aussitôt répondu d'accord ». Le procédé est effectivement cavalier mais l'essentiel est ailleurs.

Sur le fond : le débat oppose apparemment deux conceptions

La position de la CGT peut se résumer en quelques phrases : ce super-impôt, même s'il ne touche pas l'ensemble des salariés, est une attaque inadmissible. Oui, les petits et moyens producteurs paysans doivent être dédommagés des dommages dus à la sécheresse, mais pour cela il n'y a qu'à prendre l'argent là où il est, en faisant payer les capitalistes qui ont fait des superprofits.

Sous une forme aussi générale, on ne peut qu'être d'accord. Mais, à y regarder de plus près, la démarche est marquée à la fois par un solide opportunisme vis à vis des cadres et par une absence de position de classe vis-à-vis des paysans.

Quant un gouvernement bourgeois mène une politique anti-ouvrière et démagogique (« C'est aux salariés de payer, mais seuls les hauts salaires seront touchés »), il est juste de dire non. Mais une chose est de le faire en refusant que des salariés même bien payés jouent le rôle de boucs émissaires. Autre chose est de se lancer dans la « défense de la hiérarchie » comme Seguy, ou d'expliquer comme Marchais que le salaire des cadres rétribue « le travail et la compétence ». Cette défense corporatiste a d'ailleurs pour corollaire l'unité avec la C.G.C., dont on connaît les glorieux résultats...

Quant aux paysans, parler de « l'indemnisation des petits et moyens producteurs » ne suffit pas. Il faut dire quelles mesures concrètes on revendique qui permettent de laisser sur la touche les gros paysans. Là dessus, la CGT reste étrangement muette, ne disant pas un mot du plafonnement des aides par exemple. Pire : elle s'adresse à la FNSEA (organisation animée par des capitalistes paysans et liée au gouvernement) pour proposer

une riposte commune, mais elle ne fait aucune démarche vis à vis des Paysans Travailleurs.

Face aux propositions d'action faites par la CGT, la CFDT répond par une critique dont la tonalité est délibérément « gauche » : elle est « totalement hostile à l'impôt sécheresse », mais elle ne participera pas à « un simple front du refus de l'impôt », elle se prononce pour « une action de masse consciente sur une base anti-capitaliste ».

Derrière le clinquant des mots, cette position se révèle fort ambiguë. D'abord parce qu'elle n'avance pas non plus de mesure précise permettant de tracer les contours d'une politique d'alliance des travailleurs et des petits producteurs paysans. Mais surtout parce qu'elle aboutit à la passivité face à l'offensive du gouvernement.

Refuser de sanctifier la hiérarchie, c'est une chose. Mais c'en est une autre quand le gouvernement lance sa première attaque contre le pouvoir d'achat, de répondre en substance les travailleurs ne sont pas concernés... C'est ne pas comprendre que si jamais le super-impôt passait sans riposte d'ensemble de la classe ouvrière, ce serait la voie royale vers d'autres attaques plus graves et plus générales envers les travailleurs.

Ce verbiage de gauche débouche en fait sur un refus de toute action concrète. Une fois de plus on retrouve la traditionnelle conception bureaucratique de l'unité : divergences égal paralysie. Qu'est ce qui empêchait la CFDT de participer à une action commune, tout en faisant connaître publiquement ses positions propres ?

La position défendue par E. Maire et Michel Roland - après les déclarations de Mitterand et Rocard sur le « consensus social » - laisse penser que la direction CFDT,

...mettant sous le boisseau les déclarations sur la nécessité d'en finir avec le système capitaliste, prépare ses militants à cantonner les objectifs de leur action syndicale sous un gouvernement de gauche à la revendication d'une redistribution limitée des revenus. Une façon de donner des gages à Mitterand.

Une façon aussi de permettre à la direction de la CGT de tirer son épingle du jeu, en expliquant que si la CFDT avait accepté, la rentrée se serait faite sur les chapeaux de roue...

Quoi qu'il en soit, pour les travailleurs qui font confiance aux directions de la CGT et de la CFDT, la façon dont cette polémique s'engage ne peut que leur donner l'impression d'une dispute stérile, qui les désarme face aux tâches de la rentrée.

F.L.

### « Barre va tout droit à l'échec intégral »

Le palais des sports de l'île de Vannes (St Ouen) était trop petit hier pour le meeting de rentrée des militants CGT de la région parisienne. Comme chaque année le secrétaire général de la CGT a prononcé un discours très attendu. Tout le monde ne put rentrer à l'intérieur et une sonorisation a été placée à l'extérieur afin que tous puissent entendre. 8 000 militants sont présents. Sur les pelouses, des travailleurs sont allongés et écoutent les interventions. On retrouve l'ambiance décontractée qui caractérise cette réunion. Ce qui n'exclut pas l'attention.

Après s'être félicité du caractère extrêmement « massif » de l'assemblée, G. Seguy a commencé son discours par une violente attaque contre le gouvernement. Parlant du récent remaniement ministériel il a déclaré : « ce replâtrage à la va-vite ne saurait dissimuler les premiers symptômes de crise politique qui planent sur ce régime réactionnaire en déclin. C'est ce qui le rend à la fois vulnérable et dangereux ». Parlant de l'entrevue avec le premier ministre où « nous avions l'impression d'entendre par sa voix le langage que nous tenait l'an dernier monsieur Chirac », il a affirmé que « dans ces conditions, il est facile de prévoir que monsieur Barre va tout droit à l'échec intégral ».

#### « Des syndicalistes dignes de ce nom »

Puis il a continué : « Dans cette optique, on pouvait parier qu'il ne manquerait pas de saisir au vol l'idée, avancée par un syndicaliste,

de remettre en cause la hiérarchie des salaires comme moyen de juguler l'inflation et de réduire les inégalités sociales. C'est plus qu'une maladresse, c'est une faute ». Puis il est revenu sur la proposition de la CGT d'une lutte contre le « super-impôt » sécheresse du gouvernement : « il ne faut pas compliquer ce qui est simple et s'inventer de faux prétextes pour ne pas avoir à agir... ». Après cette pique contre la CFDT, il a continué en insinuant que « dans cette affaire, comme dans les autres, nous sommes convaincus que des syndicalistes dignes de ce nom n'accepteront pas de se laisser mettre dans le même sac que les chantres de la collaboration de classes ».

Dressant un tableau de l'économie française, il a dénoncé « le grand capital de la République fédérale allemande » et son rôle grandissant, « ce qui justifie les plus sérieuses inquiétudes pour notre indépendance économique et pour notre souveraineté nationale ». Il a rappelé, à propos des actions unitaires avec la CFDT du 23 octobre qu'il « ne saurait y avoir, dans l'unité d'action, ceux qui signent les appels et ceux qui les appliquent. Le partage des responsabilités implique aussi le partage de l'activité nécessaire au succès des mots d'ordre lancés en commun ».

#### « Avec la gauche, bientôt »

Après avoir réaffirmé la volonté de la CGT de faire aboutir le

Programme Commun de gouvernement, le secrétaire général de la CGT a indiqué « qu'il est clair que nous approchons du moment où les dialogues de sours de l'Hôtel Matignon feront place à des négociations sérieuses et constructives avec le gouvernement issu de la victoire du Programme Commun ».

Enfin, il a souhaité « une véritable politique contractuelle ». Mais « la signature de la CGT, ça se paie ! ». Ce qui a permis à G. Seguy de terminer son discours par un appel au renforcement de la CGT. En fait de perspectives, les militants ont eu droit à un tableau détaillé de l'état actuel de la fameuse « bataille des trois millions d'adhérents à la CGT ». Cette fin de discours, véritable hymne à la CGT, a vu Seguy s'écrier : « A la différence de ce qui se passe au sein d'autres organisations, la CGT ignore les épuisantes rivalités fractionnelles internes propres aux discriminations et exclusives politiques. La CGT, c'est l'unité la plus solide dans la diversité la plus large ».

En résumé, peu de réponses aux questions que se posent les militants CGT sur la riposte à opposer immédiatement au pouvoir. Mais il est vrai que la passivité ou le refus d'actions communes de la part de certains syndicats permet plus facilement à la direction CGT de tirer la couverture à elle. G. Seguy a affirmé que la CGT est prête à assumer « toutes ses responsabilités ». Que compte faire la CGT si les autres centrales syndicales refusent l'action commune. Voilà une des questions qui aurait mérité une réponse et qui n'en a reçue aucune.

S. M.

Edmond Maire devant les militants CFDT

### « Nous n'attendrons pas 78 pour négocier »

De notre envoyé spécial : Joseph Cabrol

C'est devant près de 1500 militants réunis dans la grande salle de la Bourse du Travail à Lyon qu'Edmond Maire a présenté les positions de la Confédération.

Le secrétaire général de la CFDT a tout d'abord sévèrement répondu à la campagne gouvernementale visant à rejeter la responsabilité de l'inflation sur les travailleurs : « Les coûts salariaux français sont parmi les plus faibles d'Europe et une heure de travail d'ouvrier revient à un patron allemand 53 % plus cher qu'à un patron français ».

On nous menace d'un nouveau tour de vis alors que c'est en France que l'inégalité des revenus est la plus scandaleuse. « C'est pourquoi, déclare Edmond Maire, nous nous opposerons fermement à toute politique qui se traduirait par une limitation générale des salaires et des revenus ».

La direction confédérale est prête à une négociation pour une autre politique des salaires : « Il faut réduire l'inégalité en redistribuant les revenus et en permettant ainsi de montrer un autre type de développement ; la fiscalité doit frapper les gros revenus et, en même temps, il faut revaloriser les bas salaires, les prestations fami-

liales, etc ». C'est ce qu'elle demandera à Raymond Barre.

Comment obtenir satisfaction ?

Si, comme il y a tout lieu de le penser, Barre ne répond que par des brouilleries, que fera la CFDT pour imposer ces revendications ?

C'est là que le bât blesse. Le bureau confédéral répond bien sûr qu'il n'est pas question d'attendre 1978 (où la victoire n'est pas sûre) mais de renforcer la convergence de l'unité populaire dans l'action et la lutte pour les revendications. Mais comment lier la défense du pouvoir d'achat et le maintien de l'emploi et l'imposer à Barre ? Cela n'est pas dit.

Certes, la confédération entend que les Unions régionales et Fédérations se mobilisent pour faire de la journée du 23 octobre une grande journée de lutte contre le chômage des jeunes. Certes la CFDT va, peu après la rentrée scolaire, organiser des « journées école ouverte » dans certains établissements scolaires, sur le problème de l'emploi.

Mais tout cela ne correspond certainement pas au plan d'ensemble avec plate-forme minimum dont les travailleurs auraient

besoin pour contrer le tour de vis de Barre et consorts.

Notons au passage qu'Edmond Maire a réaffirmé sa condamnation de la mise sur pied d'une coordination de boîtes occupées à Besançon : « Nous devons dire notre désaccord avec les appels à la coordination directement lancés de Besançon, en court-circuitant les structures syndicales et donc en ne réunissant pas les conditions d'une action efficace ».

#### Quelle riposte au super-impôt ?

Edmond Maire a souligné le désaccord qui l'opposait à la CGT sur le « super-impôt » sécheresse. Il s'oppose à une lettre commune avec la CGC et la FNSEA, « sorte de front poujadiste ». Tout en rejetant catégoriquement le principe de l'impôt gouvernemental, il demande que soit indemnisée la masse des petits agriculteurs, les salariés agricoles licenciés à cette occasion (50 dans la somme) et les salariés des entreprises agro-alimentaires touchés par le contre-coup. Et ce par un impôt sur le capital, par un ponction sur les profits des entreprises ayant profité de la sécheresse, par un impôt supplémentaire sur les revenus de plus de 20 000 francs par mois.



## PERSPECTIVE

Une idée originale du CNPF

### Les patrons demandent de ne plus payer d'impôts

Ce qu'ils disent...

Dans sa revue officielle, le CNPF se plaint des lourdes charges fiscales qui pèsent sur les entreprises et propose donc des aménagement au système d'imposition en vigueur. Les dirigeants patronaux revendiquent notamment l'adoption des règles américaines, connues sous le nom de « carry back », qui permettent à une entreprise de reporter, dans ses calculs fiscaux, le déficit d'une année sur le bénéfice de l'autre. Aujourd'hui, les entreprises françaises paient, en principe, 50 % d'impôts sur leurs bénéfices déclarés. Avec un tel système, une société réalisant des bénéfices une année, pourrait ne rien payer du tout sous prétexte de déficit antérieur. De fil en aiguille, les patrons ne paieraient plus d'impôts.

...Ce qu'ils ne disent pas

Or, premièrement, du fait d'une législation favorable aux trusts, les entreprises, pour évaluer le bénéfice net imposable peuvent camoufler une grande partie de leurs profits réels (1). Ainsi, en 1973, Rhône-Poulenc a déclaré 593 millions de bénéfice net, alors que son profit brut s'élevait à près de deux milliards de francs. En 1975, la CGE a déclaré 191 millions de bénéfice net alors que son profit brut s'élevait à 666 millions de francs. Au total, sur 250 000 entreprises en France, il y en a 100 000 qui déclarent ne pas faire de bénéfices !

Deuxièmement, ce que les entreprises paient comme impôt ne représentent même pas 10 % des recettes fiscales (environ 25 millions de francs) alors que, durant les années 1974 et 1975, le montant estimé des subventions de l'Etat de ces entreprises peut être évalué respectivement à 60 et 55 milliards de francs. En définitive, ce que les patrons paient comme impôt d'une main au cours d'une année, ils en reçoivent le double de l'autre main, la même année.

C'est ça la justice fiscale.

(1) Derrière les postes comptables divers d'« amortissement dégressif », « pensions pour échéance future », « report d'impôts », etc...

P.J.



Giscard a reçu les chefs de file de la majorité

### Le gouvernement de la dernière chance ?

Guichard, l'autre jour, présentait à la télé le nouveau gouvernement comme la dernière chance de la majorité. C'est à dire que le ton n'est pas à l'optimisme. Aron, dans *Le Figaro* de lundi, va même jusqu'à envisager comme « l'hypothèse la moins improbable » la victoire prochaine de la gauche. Il y aurait bien, selon lui, une solution (casser l'union de la gauche) mais elle lui paraît toujours plus difficile.

Alors ?

Barre l'a dit à Guichard : « les élections qui auront lieu en 1977 et surtout en 1978 engageront l'avenir du pays. Ainsi convient-il que la majorité les aborde avec cohésion et efficacité et qu'elles soient sérieusement préparées ». Tel est l'enjeu. C'est donc dans ce cadre que Barre réédite le coup de la coordination de la majorité. Un « groupe de travail » avec les ministres « politiques », représentant les diverses formations de la majorité a été créé. Il doit éviter les disputes, harmoniser les diapasons, resserrer les rangs.

Tâches difficiles. Bien sûr la baronnie UDR se mobilise. Guichard prend l'affaire en main. On dit qu'il est très capable pour ce genre de business. Debré donne son balnc seing au gouvernement: « enfin le dossier est ouvert. Enfin la vérité est dite ». Mais il ménage ses arrières. « Des années ont été gachées... Un pas a



été franchi dans la bonne direction. C'est considérable. Sera-t-il éphémère ou durable ? ». Ce pas, il faut le préciser, c'est l'annonce d'une politique d'austérité.

En fait, derrière cette dramatisation, les projets sont différents. Giscard d'un côté voit dans cette coordination collective un moyen de préparer les échéances électorales sur le dos de l'U.D.R. On se souvient les propositions de Dominati sur les « conventions départementales ». Elles per-

La rentrée politique du Parti communiste

### Garder un rapport de forces électoral dans l'Union de la Gauche

Georges Marchais a tenu une conférence de presse, hier matin pour exposer les travaux du comité central qui s'était réuni dans la journée de lundi. Reprenant l'essentiel des arguments contenus dans son rapport publié par l'« Humanité » de mardi matin - que nous avons commenté hier dans nos colonnes - le secrétaire général a d'autre part, annoncé qu'une lettre avait été envoyée à François Mitterand et Fabre en vue d'une « concertation et action commune des partis de gauche ».

Par ailleurs, le quotidien communiste annonce que trois débats sur la situation politique auront lieu au stand du comité central de la fête de l'« Humanité », samedi et dimanche prochains. Georges Marchais et Roland Leroy seront interviewés en direct au journal de TF 1, samedi à 13 heures. Plusieurs membres du bureau politique participeront à un débat le samedi après-midi à partir de 15h45. Enfin Georges Marchais et Gaston Plissonnier s'entretiendront avec la presse dimanche à 18 heures.

La rentrée politique du Parti Communiste, que les commentateurs de la presse qualifieront d'« intransigente », doit, en réalité, être analysée dans la perspective des prochaines échéances électorales.

Les retombées du XXII<sup>e</sup> congrès de février dernier n'ont pas permis de rendre crédible encore l'appel aux gaullistes et la réalisation de l'« union du peuple de France ». La direction du PC par contre a dû affronter un débat important sur l'abandon de la dictature du prolétariat et essayer un cuisant échec, lors de l'élection législative partielle de Tours, sur la candidature « verte » comme symbole du possible ralliement de larges couches sociales dans un front antimonopoliste.

Marquer des points dans les entreprises

Les pesanteurs politiques rendent, en effet, illusoire dans l'immédiat la naissance d'une quatrième composante gaulliste de l'union de la gauche, et la percée nationale du Parti Socialiste constitue un écran à la conquête des secteurs comme les ingénieurs, cadres et techniciens, plus sensibles à la logomachie technocratique des responsables économiques du PS.

Si la perspective tracée au XXII<sup>e</sup> congrès est réaffirmée, il est clair que l'axe de bataille va se déplacer en direction des travailleurs victimes de la politique d'austérité du pou-

voir. Et le PC sait bien, à cet égard, qu'il peut marquer des points importants dans les entreprises, face à des concurrents socialistes plus préoccupés par l'échéance 1978 que par l'action immédiate. La même analyse vaut d'ailleurs pour la CGT qui espère, par une attitude apparemment plus combative gagner la confiance de militants désorientés par l'évolution à droite qu'a sanctionné le dernier congrès de la CFTD.

Gagner du capital électoral

Le but des déclarations tonitruantes sur le thème « nous n'attendons pas les échéances électorales », « l'heure est à l'union et à l'action » ont donc moins pour but de mettre en branle un processus de vaste mobilisation populaire pour abréger un régime vacillant que de gagner un capital électoral auprès de franges combatives de travailleurs. L'heure n'est cependant pas aux polémiques violentes avec les socialistes, qui s'avèreraient dangereuses pour la stratégie électorale qu'entend poursuivre le PC. L'union restera une ligne de conduite essentielle dans la perspective des municipales et des législatives. Elle se complètera simplement d'une affirmation sectaire de parti destinée à maintenir un rapport de forces pas trop défavorables dans le cadre de l'union de la gauche.

Pierre Julien

mettraient, au nom de l'unité et de la coordination de liquider plus d'un UDR gênant.

En face, les gaullistes rameutent leurs troupes. « Il faut, écrit Guéna dans le Figaro, que tous les gaullistes se rassemblent avec nous. Il faut que tous ceux qui ont milité derrière le général De Gaulle, dans la guerre comme dans la paix, que tous ceux qui se sont battus pour faire triompher ses idées, et qui sont parfois au fil des ans restés sur le bord du chemin, se réunissent de nouveau autour de nous, avec nous. C'est essentiel... » Quand on prend ce ton, quand on en appelle aux grandes valeurs de Parti, c'est que ça va mal. Guéna sentirait des forces centristes dans son grand rassemblement que ça ne nous étonnerait pas.

Certes, l'initiative de Guichard nous est présentée comme « prometteuse ». Il ajoute que « si la solidarité gouvernementale est rétablie la cohésion de la majorité s'ensuivra ». Mais avec cet appel aux troupes, c'est les élections de l'UDR qu'il prépare; et non la constitution d'une nouvelle majorité à la sauce giscardienne.

Ainsi le conflit qui a entraîné le départ de Chirac demeure plus que jamais. Gageons que le déjeuner du « groupe de travail » avec Barre et Giscard, hier à l'Élysée, ne fut pas si souriant que les photos officielles. J.Y.T.

### Chinaud et les Gaullistes

Il écrit dans l'« Economie » du 7 septembre : « la réussite des élections dépendra du succès de l'action du premier ministre... Ceux qui seraient tentés de ne pas agir clairement pour la réussite quels que soient les efforts qu'elle suppose, ceux qui seraient enclins à donner la priorité à leur individualisme ou à leur sectarisme, ceux qui, figés par leur passé, ne sentiraient pas qu'ils sont déjà responsables du demain que nous devons dessiner, tous ceux là deviendront, quoiqu'ils en disent, soutiens indirects de l'alliance socialo-communiste. Par là même, ils excluraient de la majorité du président... Tout cela doit être bien clair ». Ça coordonne dur dans la majorité...



## notes politiques

### DEUX MILITANTS MAOISTES EN LIBERTÉ PROVISOIRE

• Liberté provisoire pour deux militants après trois mois de détention. Le Sénéchal et Arnoux qui étaient incarcérés pour avoir organisé à Boulogne une contre-manifestation à un meeting du Front National, viennent d'être remis en liberté, bien que l'instruction n'ait pas été entamée. Le comité de soutien appelle à sa prochaine réunion, le 8 septembre à 20h30, 72, avenue Felix Faure 75015

### CE N'ETAIT PAS LE F.R.I.

• A Douarnenez (Fristère), la police a arrêté l'auteur présumé des attentats commis contre divers cabinets d'avocats à Quimper. Il s'agit de M. Mario, 32 ans, recherché depuis mai dernier à la suite de son éviction de l'hôpital psychiatrique de Rennes. L'auteur des attentats avait revendiqué ses actions sous le nom de « Front Révolutionnaire Internationaliste » reprenant ainsi le sigle d'une organisation qui venait de faire sauter un commissariat de police dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Celle-ci devait démentir toute participation à ces actes. La grande presse n'avait pourtant pas hésité à faire amalgame entre l'organisation et le mythomane jusqu'à l'arrestation des membres du F.R.I. (Cf Rouge 16 juin 76)

D'ailleurs on apprend en dernière minute que Mariot vient de reconnaître l'attentat contre la synagogue de Paris qui jusqu'à présent était toujours imputée aux membres du F.R.I.

### Affaire Barréto : toujours aucun démenti

Le comité de défense de Victore Barréto a tenu hier une conférence de presse où pour la première fois étaient présents des représentants de la grande presse. Le comité a tout d'abord tenu à déclarer qu'il comptait élargir son action à d'autres cas de sévices policiers : Paul Soule (cf Rouge n° 38), W. Krumschmidt détenu aux Beaumettes, Jean-Claude Reilles détenu à Poissy.

Le comité a tenu à faire remarquer que près d'un mois après la publication par Rouge (n° 123) des sévices subits par Barréto aucun démenti n'avait été apporté par les autorités compétentes. Le comité a d'autre part présenté les éclats de verre retirés de la tête de Paul Soule.

### Une statue pour Peiper ?

La fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes révèle que l'inauguration d'une statue de Peiper, ce SS abattu en juillet 76, est prévue le 11 septembre à Cologne en Allemagne. Elle précise que cette statue serait ensuite érigée dans le camp de déportation de Dachau. La Fédération demande aux autorités allemandes, « l'interdiction de cette indécente présentation des nazis, et alerte le gouvernement français ». Gageons que celui-ci se sentira très alarmé.

## Affaire de Vathaire

# La fange du pouvoir

### • Anciennes barbouzes, ex SAC et truands entrent en scène

Chaque jour apporte son lot de petites révélations dans l'affaire de la disparition du trésorier personnel de Dassault. Ainsi, le Canarc Enchaîné qui paraît aujourd'hui, dévoile qu'en plus de Jean Kay, le mercenaire, et de Prevost, l'ancien membre de l'OAS, en fuite depuis l'affaire Hazan, il se pourrait fort que d'anciennes barbouzes de Foccart, quelques ex-SAC et des truands, soient mêlés de très près à cette sombre histoire.

La maîtresse de Vathaire, Bernadette, est une ancienne pensionnaire de Madame Claude, cette personne qui possédait, avec la complicité de policiers, plusieurs maisons closes dans le 17<sup>e</sup> arrondissement ; pour la belle société s'entend. Son « ami » se nomme Michel Guillambert et a été mêlé de très près aux réseaux du SAC. D'après le Canard Enchaîné ce personnage pourrait bien être l'un des cerveaux de l'affaire. Il pourrait avoir manipulé De Vathaire par l'intermédiaire de sa maîtresse. Toujours est-il que ce Guillambert a gardé de solides amitiés dans le milieu parisien et plus précisément les maquereaux du 17<sup>e</sup> arrondissement avec qui il « travaillait » jusqu'en 74, sous l'œil bienveillant de certains flics de la mondaine, dissoute depuis après plusieurs scandales.

### Des truands à l'extrême-droite

Il apparaît que la police pour d'obscures raisons ne fait pas preuve d'un très grand zèle dans la recherche des suspects. Ainsi, aucun mandat d'arrêt n'aurait été lancé contre un quelconque suspect ; simplement des mandats d'amener. Pourquoi une telle mansuétude ? Est-ce qu'il faudrait rapprocher ce laxisme d'avec le retrait de la plainte de

Dassault ? Il faut dire que jusqu'à aujourd'hui tous les noms prononcés dans cette histoire ont quelque chose à voir avec la majorité : Prevost recherché pour l'affaire Hazan est un ancien du service d'ordre giscardien où il officiait aux côtés de ses copains du PFN ; Kay est parti fin 1974 au Cabinda (1) après avoir été contacté par un lieutenant barbouze de Foccart ; et tout ce beau monde fait partie, bien sûr, de l'armée des défenseurs de l'Occident.

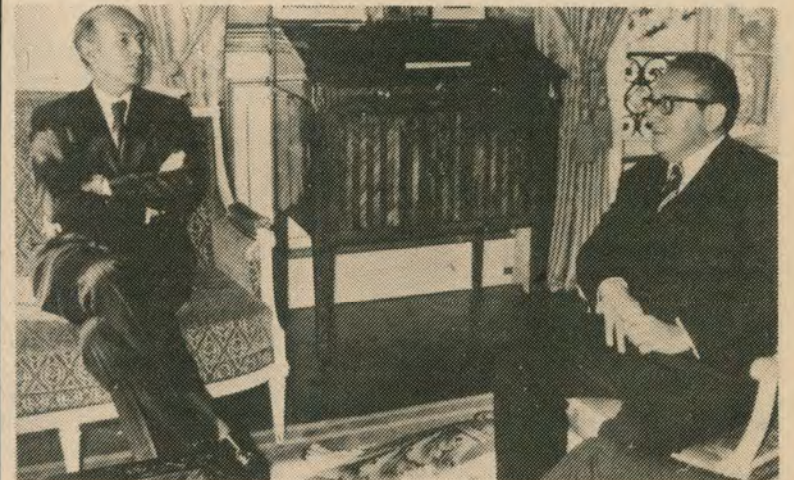
### Le dossier Balladeur

Il paraît que beaucoup de polices privées s'agitent aujourd'hui pour récupérer le fameux dossier qui actuellement circule beaucoup. Ne murmure-t-on pas que certains personnages très haut placés achètent et fort cher la non-publication de pièces compromettantes ? Monsieur Marcel Dassault semble, quant à lui, vouloir régler l'histoire dans la plus grande discrétion. On dit qu'il a très peu apprécié les révélations faites par France Soir. Révélations qui ont remué beaucoup de boues dans les écuries de la Ve République et dont la justice risque de ne pas beaucoup entendre parler. Il est des histoires qui ne se concluent jamais au grand jour.

René Fougerolles  
(1) enclave portugaise en Afrique

## Kissinger chez Giscard :

# « je vous reçois cinq sur cinq »



Satisfait de ses entretiens avec Vorster, Kissinger a fait la tournée des popotes gouvernementales tant pour les entretenir du concret de ses journées que pour accorder les violons de la diplomatie occidentale. Au cours des deux heures qu'il a passé avec Giscard, les débats ont porté également sur la situation au Moyen-Orient et surtout sur les problèmes de non-prolifération nucléaire.

En effet, un contentieux existe en ce domaine depuis que le secrétaire d'état américain avait tenté au mois d'août de s'opposer à la vente pour la France d'une usine de retraitement de combustibles irradiés au Pakistan. Ce qui lui avait valu, à l'époque, un coup de gueule de Chirac « touché » par cette immixtion dans les affaires nationales.

Il est probable que Giscard a sur cette question tenté de « dépassionner » le débat, quant bien même il est peu probable que les positions aient évolué. Ni la France, ni le Pakistan ne veulent résilier leur contrat et Giscard en créant de manière démagogique un « conseil de politique nucléaire extérieure » a tenté de tourner la difficulté. Mais on se doute qu'Henri Kissinger, en pleine période électorale, a dû réitérer les objectifs de Washington : que le retraitement des combustibles irradiés se fassent dans un petit

nombre de « bases » dans le monde. Ce qui derrière l'argument de la non-prolifération signifierait la mainmise de l'industrie américaine sur le procédé.

Sur les questions africaines selon Kissinger « une révision de la politique française est en cours » sans préciser cette dernière. Il est par contre indiqué que les Etats Unis étaient prêts à participer au « programme d'aide occidentale à l'Afrique » proposé par la France. Donnant-donnant la France apporte son concours au programme d'aide d'un milliard et demi de dollars à la Rhodésie et s'engage à user de son influence en Afrique francophone pour rallier des gouvernements aux vues politiques américaines.

F. Tenaille

## CORSE

# L'AEROPORT D'AJACCIO BLOQUE

(suite de la première page)

A 19 heures, deux appareils, « le Mercure d'Air Inter » et le « Boeing d'Air France » étaient encerclés par les camions des transporteurs routiers, lorsque le député UDR de Corte Sartène, le docteur Jean-Paul de Rocca-Serra qui se trouvait là fut pris à partie par la foule et dut se réfugier dans une salle de service de l'aéroport, au même moment les gendarmes mobiles chargeaient des manifestants qui avaient organisés un barrage au carrefour des Saïles, sur la route menant d' Ajaccio à l'aéroport. En fin de soirée, un troisième avion : le « Mercure d'Air Inter », un Tarnsall de l'aéropostale était à son tour bloqué. Dans un communiqué publié en début de soirée, le Comité Anti-Répression d' Ajaccio organisateur de la manifestation de soutien à Jacques Fieschi déclarait qu'il était prêt à rencontrer le préfet à condition « que les forces de l'ordre dégagent les routes de l'aéroport, que les manifestants interpellés soient relâchés, que Jacques Fieschi soit libéré et enfin que les revendications de « Strada Corsa » soit prise en considération ». A 21 heures la manifestation continuait et le Comité Anti-Répression se déclarait prêt à poursuivre la lutte si ses conditions n'étaient pas acceptées.

Les camionneurs de Strada Corsa avaient auparavant manifesté dans les rues d' Ajaccio. Plusieurs centaines de manifestants rejoignaient alors les militants de Strada Corsa.

## Immigrés

# « Avant qu'il ne soit trop tard... »

La campagne de Poniatowski contre les immigrés trouve les relais qu'elle mérite. Dans un tract distribué « courageusement » dans les boîtes aux lettres du 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les nazillons du Front National dénoncent « tous ceux qui sont d'accord pour mentir aux français en proclamant que l'immigration est un mal nécessaire ».

Le fac similé de ce tract que nous publions ci contre permet déjà de se rendre compte des mensonges, calomnies et autres insultes que ces nervis diffusent en toute impunité. Alors, paraît-il, que des lois interdisent toute « incitation à la haine raciale » on voit bien que certains groupuscules, regroupant quelques nostalgiques des guerres coloniales, semblent disposer de curieuses protections.

Signalons, à titre d'anecdote, que la campagne actuelle du Front National se paie le luxe d'aller plus loin dans le racisme, que celles menées ordinairement par les groupes fascistes français. Alors qu'en 73, le mouvement d'extrême-droite Ordre Nouveau lançait une campagne contre l'immigration « sauvage » ce dernier terme étant destiné à éviter des poursuites judiciaires, le tract du Front National se permet d'écrire qu'il faut « arrêter toute immigration et pas seulement l'immigration sauvage ». Ceci « avant qu'il ne soit trop tard ».

Une escalade qui trouve manifestement sa source dans les complaisances du ministère de l'Intérieur.

## IMMIGRATION...DANGER..!

### FRANCE : CASBAH

• A PARIS, un père de famille est lâchement agressé dans le Métro par des Sénégalais.  
• A DANIELLE EN BURLY, 2000 ouvriers Nord-Africains composent l'essentiel de la main d'œuvre de base chargée de construire la Centrale nucléaire E.D.F. DANIELLE EN BURLY compte 4000 habitants, soit 1 étranger pour 2 Français.  
Le drame... Un jeune homme de 17 ans est égorgé à la suite d'une dispute par un Nord-Africain.

### DES INCIDENTS SEMBLABLES SE PRODUISENT

CHAQUE JOUR EN FRANCE

### IL FAUT QUE CELA CESSE

• 700 des 8000 lits (viols, crises, attaques à main armée, délinquance juvénile etc...) sont le fruit de nos chers immigrés au teint coloré.  
• 800 des lits d'hôpitaux sont occupés par des travailleurs et chômeurs étrangers d'outre-mer. Coût moyen d'une journée d'hébergement 500 Franc (à la charge de la Sécurité Sociale, donc du contribuable).

### L'IMMIGRATION C'EST LE CHOMAGE,

• 1 MILLION DE CHOMEURS, C'EST 1 MILLION D'IMMIGRÉS DE TROP EN FRANCE!

### LA MISERE ET L'INSECURITE

### IMMIGRES MENACE POUR LA SANTE

DES FRANÇAIS  
• Ce sont les ouvriers de maladies infectieuses qui vivent tout le long de l'année (tuberculose, syphilis etc...).

### IMMIGRÉS

### ARMEE DE SUBVERSION DE LA GAUCHE PROGRESSISTE

t.s.v.p



## LIP

Malgré l'attitude de la CGT

# Vigilance et cohésion retrouvées

Besançon, de notre correspondant.

Désormais, les Lips iront pointer en plusieurs groupes, les uns dans leur mairie, les autres dans un bureau proche de l'usine.

L'offensive contre le pointage collectif à l'usine était une épreuve de force engagée par le pouvoir. C'est le préfet qui a refusé l'accord auquel était parvenu les Lips avec la direction régionale de l'emploi. Grâce à la CGT qui s'est publiquement désolidarisée de l'action, le but du pouvoir a été en partie atteint. Le terrain est maintenant plus libre pour le gouvernement, il va tenter de s'en prendre aux 90 % et sans doute espère-t-il dans une phase ultérieure contraindre les travailleurs à négocier le maintien d'une forme quelconque d'allocation (contre la restitution du stock, par exemple).

### Un veto pur et simple

Dans l'usine, la division syndicale est maintenant consommée. La CGT, complètement minorisée, n'a pas participé à l'AG de mardi : elle avait une réunion de section au même moment. Pour elle, il ne s'agissait pas d'un désaccord avec une forme précise d'action, et qui aurait pu être débattue en AG ou en Intersyndicale. Il s'agit d'un veto pur et simple à tout affrontement avec le pouvoir comportant des risques d'escalade et faisant s'inscrire dans la perspective même lointaine d'une riposte unitaire d'ensemble contre le gouvernement.

### Vigilance et cohésion

Mais dans la collectivité des

Lips, s'il y a pu avoir des moments de flottements et de confusion, en particulier à la fin de la semaine dernière, aujourd'hui, l'unité est réellement retrouvée, et on peut même dire que ces derniers événements leur ont fait retrouver vigilance et cohésion.

Même si l'épreuve de force avec le pouvoir a tourné court, le combat depuis la rentrée sur un objectif clair a finalement profité à la mobilisation. La participation aux AG commissions et mobilisations diverses a augmenté : plus de 600 Lips aux dernières manifestations et AG. De plus la physionomie des AG qui au mois d'août étaient peu nombreuses et peu animées a changé. La prise en charge collective des débats a progressé. Cette semaine c'est après de nombreuses heures de discussions qu'un vote unanime a estimé que « le rapport de force

n'était pas suffisant pour imposer le pointage à l'usine ». C'est ensemble en comprenant pourquoi ils n'ont pas gagné — pour cette fois — que les travailleurs iront pointer aux lieux et heures décidés par l'ANPE.

### Un capital précieux

Avec ces derniers événements, la vigilance et la défiance des Lips s'est accrue. C'est un capital précieux et dont ils auront bien besoin pour aborder la nouvelle étape de la lutte qui commence sous le signe de la réunion aujourd'hui du comité de défense des salariés de l'horlogerie (CGT-CFDT et partis de gauche) d'une part, et de la coordination nationale des luttes sur l'emploi qui se réunit vendredi à Lip d'autre part.

## en lutte



**Lip : la FGM-CFDT demande une réunion de toutes les parties intéressées.**

La fédération de la Métallurgie CFDT dénonce dans un communiqué l'inertie des pouvoirs publics sur la situation de Lip et « renouvelle son appel pour qu'une réunion regroupant toutes les parties intéressées puisse se tenir incessamment » ; elle demande l'intervention d'un médiateur.

AFP

### Des militants oédétistes adhèrent au PC

Les deux responsables de l'UD-CFDT de la Loire, Jean Dorel et Marie-Thérèse Bouchet, dont le PCF a annoncé les adhésions soulignent qu'ils ont été « contraints » de quitter l'Union Départementale, en raison de leurs opinions jugées « trop proches de celles du Parti communiste ». Ils ont ajouté que « depuis quelques mois, en fait depuis le 22 mars, le fonctionnement normal de l'UD de la Loire était bloqué par l'acharnement avec lequel on nous a combattus ».

La fédération communiste de la Loire avait auparavant rappelé à cette occasion que le Parti communiste « ne s'immisce pas dans la vie des organisations syndicales » mais qu'il « se félicite d'accueillir dans ses rangs de nombreux militants syndicalistes qui comprennent la nécessité de prolonger sur le plan politique le combat qu'ils mènent sur le plan syndical ».

AFP

### Grève dans une imprimerie

Les 200 employés de l'imprimerie « Angelhard » de Bordeaux ont déclenché une grève lundi pour s'opposer aux nouvelles dispositions en matière d'horaires que veut imposer la direction. Le nouvel horaire a pour effet de leur supprimer une heure de salaire par jour. Cette nouvelle attaque s'inscrit dans le cadre de la restructuration en cours dans la profession, alors que quinze imprimeries sont actuellement occupées pour s'opposer à leur fermeture. En l'absence de propositions de la direction, la grève devrait être reconduite.

AFP

### Dijourd chez les jeunes giscardiens.

Le secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés a sorti son grand numéro lundi devant une belle assemblée réunie à l'université d'été des jeunes giscardiens. Il semble bien que la « générosité » l'ait porté un peu loin puisqu'il est allé jusqu'à affirmer que « les travailleurs immigrés doivent jouer des mêmes droits que les travailleurs français ». Bref, la France devrait être « une terre accueillante et fraternelle » pour les immigrés. Les délégués de la Sonacotra expulsés, les immigrés surexploités et logés dans des conditions lamentables apprécieront.

### La tête broyée

Un horrible accident dans une entreprise de mégisserie de Graulhet (Tarn) a causé la mort de Jean Nègre, 49 ans, qui a eu la tête broyée par la machine sur laquelle il travaillait.

# ENQUETE: ETRE EXPLOITE AUX PTT

Les PTT constituent « la première entreprise de France » par ses effectifs et son chiffre d'affaires. C'est aujourd'hui un vaste enjeu pour la politique de rentabilisation et de privatisation dont révent le pouvoir et le patronat. Pour des milliers de jeunes qui quittent les zones de chômage, Midi, Ouest, la montée à Paris apporte bien des déceptions. Ce qui attend ces immigrés de l'intérieur, c'est l'isolement loin du pays, l'ennui et le règne des « californies ». Les grands centres de tri de la Région Parisienne, siège d'une grande combativité et de traditions de lutte ont été décentralisés dans des unités plus petites en banlieue. C'est là que se retrouve une autre génération de postiers dont la combativité nouvelle s'est alliée à l'expérience des plus anciens.

## 3/ La fusion de deux générations

Les PTT, ce ne sont pas seulement des conditions de travail difficiles, des horaires impossibles, c'est aussi des luttes massives, une combativité très forte qui se nourrit des aspirations d'un milieu en pleine recomposition dont les éléments jeunes, de plus en plus nombreux sont marqués par les luttes de la jeunesse dans les bahuts, ces dernières années. Le personnel est fortement structuré par les organisations syndicales. Les élections professionnelles donnent 60 % des voix à la CGT et à la CFDT. FO, largement discrédité à la suite de la grève de 74 ne vit

*Aujourd'hui à 22h20, autant dire bien tard, pour beaucoup d'entre nous, l'émission « Premier emploi » présente une enquête sur Mireille et Martine, « provinciales » bacheliers ayant réussi le concours de « contrôleur des PTT » et montant à Paris...*

que sur l'adhésion dans les petits bureaux de province et de Paris (à part certains centraux d'arrondissements), là où les concentrations massives sont rares.

Le caractère extraordinairement combatif des manifestations et de la grève de 74 était le produit direct de la fusion dans une même lutte de deux générations. L'une aux traditions syndicales bien établies, la mémoire encore vivace de la grève de 53 et celle de 68, l'autre qui se reconnaissait plus naturellement dans les exemples des luttes de

la jeunesse contre la loi Debré et dont les aspirations à un contrôle démocratique sur la grève était un prolongement des expériences des comités de grève et des assemblées générales des luttes lycéennes.

### Une longue tradition de lutte

Par l'origine sociale, par les conditions de travail et de vie, les employés des PTT sont loin de l'image promotionnelle, que tendait à prendre dans le domaine des idées reçues, le fonctionnariat et le terme d'employé. Le caractère de classe de la grève des employés de banques en 74 était apparu à l'époque comme un phénomène tout à fait nouveau, signe important de la radicalisation générale des luttes, et de la recomposition de la classe ouvrière. La radicalisation dans les PTT s'appuie sur le sentiment largement partagé par la grande masse des travailleurs d'appartenir à la classe ouvrière, entretenu par une longue tradition de luttes. C'est le cas notamment des grosses concentrations où l'organisation du travail, la subordination à un encadrement rigoureux et soucieux de rentabilisation, et le nombre de travailleurs rassemblés posent objectivement les conflits en termes de luttes de masse.

Les centres de tri ont été les points forts de la grève de 74 avec des taux de grévistes de 90 % tout au long de la lutte. C'est d'eux qu'est partie la lutte, ils ont été le verrou essentiel



pour bloquer le trafic puisque tout passe par eux. L'administration l'a bien compris en portant tous ses efforts sur les centres de tri parallèles pour éviter l'épreuve de force d'une intervention policière directe sur les grands centres parisiens. Ils ont été la transition pour l'établissement de nouveaux centres de tri dans chaque banlieue. Démantèlement des centres, décentraliser le tri, ou plutôt démanteler la combativité. C'est la politique à l'œuvre depuis 74. Elle a conduit à la construction de 8 centres ultra modernes conçus par des entreprises privées d'organisation du travail. Capables d'accueillir les machines à trier, ils ont pour fonction dans leur architecture intérieure de morceler le personnel en le faisant travailler par petits ateliers de 10 ou 15. Et fin du fin, ils sont implantés dans des zones industrielles pour la plupart. Là on ne risque plus de couler la cadence en allant boire un petit coup au bistrot d'en face et pour cause !

La pratique de ce déracinement se combine ici avec la nouvelle politique d'urbanisme qui découpe le cadre de vie des travailleurs entre la zone industrielle, la zone dortoir et la zone de loisirs où cohabitent les centres commerciaux, les cinémas. Les horizons y sont vastes et les alignements des HLM n'ont d'égal que la succession des entreprises aux lignes peu harmonieuses. Il est clair que la déshumanisation est l'objectif recherché, cela par l'élimination des conditions qui permettent

l'émergence « naturelle » d'une animation populaire. Il est loin le temps d'un Belleville hérissé des barricades et battant d'un même poul. Le Capital sait appliquer sa loi d'airain à tout le cadre de vie pour mieux utiliser la matière humaine de ses profits, comme on met la forêt en coupe réglée.

### Boulot, dodo... pas métré

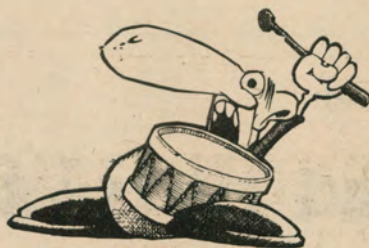
De 700 à 1000 travailleurs par centre, un moyenne d'âge très jeune de 18 à 25 ans, des organisations syndicales déjà fortes, la quasi-totalité est rentrée aux PTT après la grande grève d'octobre 74 et ne ressent pas le poids des luttes défaites. Tous vivent, de façon aiguë dans un tel cadre, le déracinement que nous évoquions au début de l'article. Trouver une chambre quand on bosse à Paris, ça peut encore se faire en y mettant le prix. A Trappes par contre pas la peine de chercher il n'y a rien. La seule solution : « mini-foyer ». En clair un appartement, eh oui ! avec la cuisinière quatre feux, la machine à laver, la télé bien sûr dans la foulée, tout ça pour pas cher du tout, mais un petit détail, on est deux par piaule et si on aime voir autre chose que des tours qui poussent dans un désert, il vaut mieux économiser pour s'acheter une voiture... Les horaires de transports en commun, s'ils coïncident assez bien avec eux du boulot, c'est vraiment plus le cas pour les sorties au cinéma !

F.M

Demain : mini-foyers, mini-casernes



## LA LUTTE CONTRE SUPER-Phénix à Malville 18 SEPTEMBRE : JOURNEE NATIONALE



Les travaux commencent sur le site de Super-Phénix, mais la mobilisation a su s'étendre et se renforcer après les premiers assauts du début juillet.

Malville est un objectif central pour tout le mouvement anti-nucléaire. En effet, c'est en fonction de ce nouveau type de centrales, capables en théorie de régénérer elles-mêmes leur combustible, que s'articule tout le programme nucléaire français.

Un pari technologique tel qu'aucun pays au monde ne l'a osé a été décidé sans l'avis de la population : Super-Phénix sera de loin le plus grand surrégénérateur du monde avec une puissance de 1200MWe. Rappelons que ce type de réacteur présente de très graves dangers liés à la présence de plutonium, de sodium liquide, et au type de réaction entretenue dite à « neutrons Rapides ».

C'est contre ce projet « fou furieux » que s'est développée la mobilisation dans la région Rhône-Alpes. Elle devait permettre, après une intense préparation, l'occupation symbolique du site de la centrale début juillet : une manifestation de masse d'environ 20 000 personnes, le samedi 3 juillet était suivie pendant quelques jours d'un « face à face » entre forces de l'ordre et militants non-violents qui devait conduire à leur expulsion des abords du site.

Les militants s'organisaient alors pour un travail de longue haleine, multipliant les contacts avec les habitants : réunions publiques, aide aux travaux agricoles.

Aujourd'hui, une phase supérieure de la mobilisation est amorcée : un journal, Super-pholix (1), sert de trait d'union à tout un ensemble de comités Malville qui se créent partout en France (et en Suisse).

Ces comités, ainsi que tous les groupes écologiques, partis syndicaux, sont invités à faire du 18 septembre une journée nationale contre Super-

Phénix. Déjà des rassemblements sont prévus à Malville, Lyon, Grenoble, Genève, Annecy et Valence.

La mobilisation se fera sur les trois objectifs immédiats définis par la coordination des comités contre Malville : Information objective par des experts internationaux indépendants d'EDF et du gouvernement par les grands moyens d'information, TV, radio et presse.

- Consultation populaire au niveau Rhône-Alpes.

- Arrêt des travaux jusqu'à exécution de ces derniers points.

Dans l'interview de membres de la coordination que nous publions ci-après, s'amorce une discussion sur le contenu à donner à l'un de ces mots-d'ordre, celui de consultation populaire. Le premier mérite aussi la discussion : que signifie une « information objective par des experts indépendants d'EDF et du gouvernement ? » La formulation de ce mot-d'ordre n'implique-t-elle pas des illusions sur l'indépendance et la neutralité d'experts internationaux ?

La situation actuelle conduit aussi à se demander ce qu'il convient de faire sur le terrain. Beaucoup de mobilisation anti-nucléaires sont confrontées à l'ouverture de chantiers. A Braud-St-Louis, cette ouverture avait désarçonné, pour un temps, les militants. Ils ont trouvé ensuite une parade : créer un GFA et faire de la ferme du GFA (groupe agricole français) un centre d'animation anti-nucléaire avec l'organisation d'un stage d'été sur les énergies alternatives. Des solutions devront être imaginées également à Malville, pour renforcer le caractère de masse de la mobilisation.

M. Verdi.

(1) Mensuel-abonnements et correspondance : Georges David Hameau « Le Poulet », 01681 LHUIS

## « Il faudra être un peu plus méchant »

Interview de membres de la coordination des comités

Où en est aujourd'hui la coordination ? Comment sont regroupés tous les comités Malville ?

**Odile :** La coordination a lancé l'idée de comités Malville dans toute la France. Ces comités ne seront pas forcément des comités écologiques ou des comités anti-nucléaires. Ça pourra être un groupe politique ou un syndicat qui devient une antenne Malville. Les comités qui sont extérieurs à la région Rhône-Alpes auront un rôle d'information (...)

Comment s'organise la prise en charge de la lutte par la population locale ?

Les actions offensives ont rendu espoir aux habitants

**Odile :** Avant le 3 juillet, il y avait parmi la population un certain défaitisme car il semblait qu'il n'y avait plus rien à faire (terrains vendus, clôtures, etc). Les actions offensives des manifestants et leur détermination ont rendu espoir aux habitants. Mais malgré la prise en charge de la lutte par la population, j'ai l'impression qu'elle attend quelque chose d'un peu offensif de notre part. La structure très souple de la coordination et des comités laisse la possibilité aux gens de prendre des initiatives. Je pense d'ailleurs qu'il faudra être un peu plus méchant si l'on veut véritablement empêcher la construction du Super Phénix.

Quelle a été l'attitude des élus locaux ?

**Georges :** Il faut distinguer deux phases. Avant le 3 juillet, les maires qui avaient pris position étaient très peu nombreux (trois dans l'Ain et 1 dans l'Isère). Après les 3 et 4 juillet, il y a eu de nouvelles prises de position, soit spontanées, soit sous la pression de la population. Aujourd'hui on peut dénombrer environ une vingtaine de municipalités ayant pris position contre le surrégénérateur. Au niveau des partis, il est intéressant de noter les prises de position de certaines sections du Parti socialiste (Lagnieu, Ambérieu) pour l'arrêt total du programme nucléaire français tant que l'information n'est pas suffisante.



C'était lors de la grande mobilisation de juillet...les paysans étaient de la partie

Et les syndicats ?

**Maurice :** La prise de position nationale de la CFDT pose un certain nombre de problèmes aux sections syndicales EDF. L'autre jour j'ai discuté avec des syndicalistes CFDT de l'EDF qui m'expliquaient par exemple que sur 2 000 syndiqués, il y en a environ 500 qui travaillent dans le nucléaire, et que vis à vis de ces syndiqués là, il va y avoir toute une explication qui sera très longue à donner. D'autant plus qu'ils apparaissent à l'EDF comme des empêcheurs de tourner en rond. L'un des dangers des actions prévues pour les 17 et 18 septembre, (dont on parlera plus tard), serait qu'il n'y ait aucune discussion avec ses syndiqués au niveau du caractère que prendront ces actions. En ce qui concerne la CGT, certaines sections ont pris position, non pas contre le projet Super Phénix, mais contre le peu de moyens mis en œuvre pour assurer la sécurité des travailleurs.

Un référendum, pas un débat à la chambre

Une consultation populaire, c'est un référendum ?

**Odile :** Oui, c'est un référendum,

mais on ne peut pas séparer les trois questions, ce qui veut dire que si le premier point n'est pas satisfait, le 2ème n'a plus de sens. On ne peut donc pas se prononcer quand on est pas informé. On pourrait donc encore discuter longtemps sur le problème de l'information. Je ne sais pas si le mot référendum a été employé. Nous, on n'a toujours dit consultation populaire.

**Pierre :** Il y a une différence visible avec une consultation démocratique comme l'entendent certains autres, du moins au niveau des termes.

**Cela va se passer comment ?**  
**Pierre :** Ce qu'on souhaite, c'est un référendum où tout le monde participe et non pas la consultation démocratique où il y a délégation de pouvoir, où il y a des gens sensés en représenter d'autres. Nous voulons un référendum et non pas un débat à la Chambre.

**Tout à l'heure, tu expliquais que le référendum était une arme à double tranchant...**

**Pierre :** Moi je répond simplement une chose : à mon avis, il est totalement impensable que le pouvoir actuel utilise le référendum. Ce serait pour lui remettre en cause son propre pouvoir.

**Kaïm :** Si le pouvoir envisageait

d'entrer en négociation sur nos revendications, cela voudrait dire qu'il accepte d'arrêter les travaux, qu'il accepte d'informer la population et de remettre en question une décision qui a déjà été prise. Cela voudrait également dire qu'il accepte de changer toute la structure du pouvoir parce que c'est une décision qui a été prise par 5 ou 6 personnes dans des bureaux alors que nous demandons que la décision soit prise par l'ensemble de la population de la région. Ce serait une défaite pour lui.

**Odile :** Si jamais le pouvoir s'engage dans la voie de la négociation, il est évident qu'il faudrait être très ferme et avoir des revendications plus dures. C'est pour cela qu'il ne faudra pas s'arrêter au référendum et qu'on sera peut-être amené à réviser nos positions.

**Maurice :** Malgré tout, étant donné que les trois points précédemment cités ont été mis en avant comme objectif essentiel, un certain nombre de gens auraient beau jeu de nous faire remarquer que nous nous conduisons de la même manière que l'EDF, si nous prenons dès maintenant des dispositions pour empêcher coûte que coûte la construction de Super Phénix quelque soit l'attitude du pouvoir.

## les temps modernes



### les manœuvres du Gros Ours meurtrier

Les manœuvres d'automne de l'Automne de l'OTAN commencées il y a peu à Verdun An der Aller, en RFA ont pris le nom de « Gros Ours ». Humour militaire. Mais l'ours a déjà écrasé des « mouches » : trois civils ouest-allemands ont été tués en voiture par la collision avec un véhicule militaire américain en manœuvres. Trois militaires américains qui se trouvaient à son bord ont aussi été blessés. Première bavure d'une grande « répétition générale » dans lesquelles 60 000 soldats sont engagés, sous la direction du général Haig, commandant des forces de l'OTAN. Les pays de l'Est, invités à envoyer des observateurs, n'en ont pas envoyé.

### Un légionnaire désespéré.

Un légionnaire français, Louis Nerval, soldat de 29 ans a tenté de se suicider deux fois en 48 heures. Le dimanche il avait d'abord absorbé des barbituriques. Après l'échec de cette tentative, il a fait exploser une grenade dans les toilettes de la gare St Charles à Marseille où il s'était enfermé. Il a été grièvement blessé. Une autre personne a été légèrement blessée. L'explosion qui a eu lieu à une heure d'affluence a provoqué une certaine panique.

### Ordinateurs peureux ou amoureux

Les ordinateurs de l'Aéroport International de Lyon Santolas sont de petites bêtes très sensibles, qui n'aiment guère la pluie et encore moins les orages. Depuis l'inauguration, le 25 avril 75, chaque orage, les installations insuffisamment isolées jonchent : tours de contrôle, radars, téléphone de sécurité, c'est la black-out au premier coup de foudre !

### Deux Nord-Africains grièvement blessés

Deux Nord-Africains ont été grièvement blessés la nuit dernière dans une cité d'Orly (Val de Marne), par une rafale de pistolet mitrailleur. La scène s'est déroulée vers 2H30, sinistre canular, dans la rue des Fusillés. Les trois agresseurs ont réussi à s'enfuir. La raison de ces assassinats reste inconnue.



## ECOLE

La gratuité scolaire oubliée

# LES PETITES ECONOMIES DE MONSIEUR HABY

L'école n'est pas gratuite. Scolariser un enfant, lors de la seule rentrée des classes, revient au moins à 200 francs pour l'enseignement primaire, et à plus de 600 francs pour l'enseignement secondaire (Rouge du 7 septembre). Dépenses qui grèvent d'autant plus le budget des familles qu'il est modeste. Pourtant tous les textes officiels dont la

loi relative à l'Education », votée en juillet 1975, affirment que la scolarité obligatoire est indissociable de la gratuité (voir l'encadré publié ci-contre). Une affirmation mensongère que, par delà de coût de la rentrée scolaire, les dernières dispositions du Ministère de l'Education viennent démentir.

Quelles sont les « aides » prévues pour combattre les inégalités sociales à l'école ? Elles sont au nombre de trois. Il y a les bourses, dont les plafonds d'ouverture restent très bas : pour y avoir droit une famille de trois enfants doit déclarer un salaire inférieur à 2030 F par mois. Augmentée de 5 %, la part de bourse est passée à 154,50 F : la moitié des boursiers ne touchant que deux part (309 F pour l'année), cela représente 34 F par mois scolaire ! Une aumône ! Vient ensuite la prime d'équipement qui touche les boursiers entrant dans les sections industrielles de l'Enseignement technique. Fixée à 236 F actuellement, elle ne concerne pas tous les élèves de CET et ne couvre pas toutes les dépenses, puisque, dans l'électronique par exemple, les fournitures spécifiques sont évaluées à 369 F. Reste enfin l'allocation scolaire de rentrée, allocation familiale récente portée cette année à 138,90 F. Ces trois mesures éparses, non généralisées, ne peuvent passer pour une politique réduisant les inégalités. Elles ne sont guère que les miettes d'une assistance chichement octroyée.

Alors que la Commission Education du 7<sup>e</sup> Plan n'hésitera pas à

critiquer un « système (qui) tel qu'il est ne réduit guère les inégalités », des décisions récentes n'ont fait qu'aggraver la situation. En février dernier, René Haby annonçait que les 15 F par enfant de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup> versés aux établissements pour fournir les manuels scolaires ne seraient plus versés. Prétexte invoqué ; les crédits « retenus » permettront de renouveler les collections en 1977, quand commencera à

entrer en application dans les premières classes la réforme des contenus de l'enseignement matières, contenu des cours, etc...

L'argument est fallacieux. Car les nouveaux ouvrages seront, conformément à la réforme, « allégés », plus pauvres et sommaires (un seul manuel pour histoire-géographie-économie-instruction civique). Libres à ceux qui le peuvent financièrement, et qui culturellement en comprennent la nécessité, d'« outiller » leurs enfants.

### L'hypocrisie officielle

Comme il y a loin des textes à la réalité ! La loi relative à l'Education, dite loi Haby, votée en juillet 1975, affirme en effet : « Le droit de tout enfant à une formation scolaire, obligatoire entre six et seize ans... Pour favoriser l'égalité des chances, des dispositions appropriées rendent possible l'accès de chacun... aux différents types de la formation scolaire. Ces dispositions assurent la gratuité de l'enseignement durant la période de scolarité obligatoire ».

### Arme de la sélection

Cette mesure montre bien que le non respect de la gratuité est directement lié à la nature du système éducatif : dans ce cas, à l'appauvrissement des contenus au profit d'un enseignement normalisé et technologique. Aspect de la rentabilisation financière de l'Education, et donc des réformes gouvernementales, le coût de la scolarité est un des instruments de la sélection sociale, ressort de la sélection scolaire. En ce sens la lutte très actuelle, pour la gratuité des livres, des fournitures, de l'ensemble des services scolaires (restaurants transports,...) est indissociable de la



remise en cause d'une éducation de classe, reproduisant les inégalités sociales. Comme le dit en substance le Confédération de Syndicale des Familles, dans son enquête sur le coût de la rentrée 1976, les revendications sur le terrain de la gratuité ne peuvent qu'« ouvrir la voie » à l'égalité des chances et non la réaliser. Parmi ces revendications

immédiates, la CSF avance celle d'une « prestation scolaire » pour les familles de revenu modeste... Selon nous, elle devrait être associée à celle d'allocations d'études pour les jeunes scolarisés, afin de garantir leur indépendance par rapport à la famille. Et non d'accroître leur situation d'assistés.

J. Krasny

## AVORTEMENT : Un an et demi après la loi Veil

### GRENOBLE

### L'application de la loi ne suffit pas

Le centre d'orthogénie de l'hôpital Universitaire de Grenoble s'est ouvert en septembre 75 sous la direction du Pr Cau. Trois mois après, Cau démissionne. Complètement isolé entre l'opposition farouche des responsables des services d'obstétrique et de gynécologie de l'hôpital (dont le Pr Malinas, sept enfants, militants de Laissez les vivre) et l'incapacité du centre à répondre à la demande des femmes, il a baissé les bras.

En trois mois de fonctionnement, le centre a accepté une moyenne de 45 avortements par mois. Au même moment, le centre d'orthogénie du Planning familial accueillait 384 femmes et orientait 160 femmes sur les cliniques anglaises.

Les conditions d'accueil des femmes, l'entretien culpabilisant où on essayait de les dissuader d'avorter ont été de plus dénoncées par le MLAC et le Planning.

### La loi...

Après la démission du Pr Cau et la fermeture du centre, une nouvelle structure s'est mise en place : le centre d'orthogénie de l'hôpital de la Tronche. Les avortements y sont pratiqués par la méthode Karmann jusqu'à 8 semaines, après 8 semaines, les femmes sont orientées vers le service maternité de l'hôpital.

Une enquête conjointe du nouveau centre et du Planning familial a permis d'estimer le nombre des demandes d'avortement à 70 par semaine pour les 600 000 habitants de la région grenobloise. A l'hôpital, 30 avortements par semaine sont pratiqués ; 35 au maximum. Restent encore donc 35 demandes à répartir entre les cliniques, des médecins qui pratiquent des avortements dans leur cabinet, les hôpitaux des petites villes environnantes.

En principe, il ne se passe pas plus d'une semaine entre le premier appel téléphonique pour formuler la demande et l'avortement. Les refus, uniquement dus à la saturation du centre sont signifiés dès la première communication téléphonique. Le Pr Stieglitz préfère alors conseiller aux femmes de s'adresser au Planning plutôt qu'à certains médecins qui pratiquent en cabinet à des prix exorbitants.

Les consultations contraceptives se font sous forme d'un entretien collectif avant l'interruption volontaire de grossesse où toutes les méthodes sont présentées. Le débat a alors lieu sur les rapports sexuels, la

contraception. Après l'avortement, la psychologue ou la conseillère conjugale ont un entretien particulier avec la femme, « au pied du lit ». Le troisième entretien a lieu 20 jours après l'avortement où les femmes sont à nouveau reçues et examinées.

### ...mais rien que la loi

Prise en charge des femmes dans de bonnes conditions et sans culpabilisation, consultations contraceptives complètes, discussion avec les femmes, travail en relation avec le Planning, le centre d'orthogénie de l'hôpital de la Tronche peut être l'exemple d'une application satisfaisante de la loi...

Mais pourtant bien des limites demeurent : le Pr Stieglitz s'affirme hostile au remboursement par la Sécurité sociale : il craint que cela n'incite certaines femmes à considérer l'avortement comme un moyen de contraception satisfaisant. Comme si le problème n'était pas avant tout de faire de l'avortement un acte médical comme un autre, non culpabilisant, et comme tout acte médical remboursé. Comme si le développement des pratiques contraceptives tenait au remboursement de l'avortement et non à la diffusion de l'information contraceptive (comme elle se fait dans son centre) et des centres d'orthogénie dans les quartiers et les entreprises.

De même, et toujours conformément à la loi, il est hostile à la pratique de l'avortement d'une mineure en cas de désaccord des parents, en ajoutant qu'il y a une évolution dans les mœurs et que les parents rarement si mal. Mais quelle solution reste-t-il aux mineures qui n'ont pas l'accord de leurs parents ? N'est-ce pas elles qui vont devoir faire naître et « élever » un enfant qu'elle n'auront pas désiré... elles doivent donc avoir la liberté de choisir l'avortement. Pendant tout ce temps, le MLAC de Grenoble n'est pas resté inactif, nous reviendrons sur ses débats.

N.T

Cinq étudiants jugés aujourd'hui à Toulouse

## L'accusation ne tient pas

Rassemblement devant le Palais de Justice

Cinq étudiants toulousains comparaissent aujourd'hui devant le Tribunal de Grande Instance de la Préfecture de Haute-Garonne. Les faits incriminés remontent au mois de février et d'avril, alors que la grève contre la réforme du second cycle universitaire battait son plein (Rouge du 6 septembre).

En poursuivant cinq animateurs du mouvement étudiant, le pouvoir veut faire place nette avant une rentrée universitaire incertaine. Instigateur de cette répression, le préfet de la région Midi Pyrénées, Tony Roche, ancien patron de la DST lors de l'affaire Ben Barka, qui s'illustra par ses déclarations violentes contre les étudiants, « émeutiers... à l'écart des lois ». L'accusation ne tient pas.

Deux des étudiants inculpés sont poursuivis pour la séquestration du Recteur, M. Chalin, qui fut le fait... de 2 000 étudiants et, les trois

autres au nom de la loi anti-casseurs pour une manifestation violemment réprimée par les CRS.

### Les grands absents

A Toulouse, un large éventail d'organisations (PS, PSU, MAJ, UNEF-Soufflot, AJS, LCR, GOP, Révolution, HR, LO, UD CFDT, SGEN, Ecole émancipée) a signé un appel pour la relaxe des inculpés, qui déclare notamment : « après la mobilisation légitime de centaines de milliers d'étudiants, le pouvoir

ne trouve rien de mieux que de faire passer en procès cinq étudiants pendant les vacances. En refusant de céder aux revendications étudiantes, le pouvoir est responsable des affrontements qui servent de prétexte à la répression ». Grands absents de cette riposte, le PC et l'UNEF-Provence. Le premier, contacté, a déclaré qu'il ne signait pas « avec n'importe qui » et qu'il « verrait de son côté » : il n'a pour l'instant rien fait. La seconde, également contactée, a répondu qu'actuellement personne ne pouvait s'engager car « c'était les vacances ». Les organisations signataires de l'appel appellent à un rassemblement aujourd'hui, pendant le procès, à 13 H 30 devant le Palais de Justice de Toulouse.

J.K.

### La rentrée des enseignants non-titulaires

Deux mille maîtres auxiliaires des lycées, CES et CET ne seraient pas repris cette année dans la seule région parisienne (Rouge du 7 septembre). Un pas de plus vers les 19 000 licenciements d'enseignants non-titulaires d'ici 1980 prévus par Haby dans un document confidentiel révélé par la CFDT en octobre 1975. Pour lutter dès la rentrée contre ces mesures, participez, sur la région parisienne, à l'Assemblée Générale du Mouvement des Non-Titulaires, aujourd'hui à 18 heures, fac de Jussieu. Aujourd'hui à 18 heures à Jussieu. B 905



Manifestation étudiante à Toulouse au printemps dernier



## Barry Lyndon, le dernier film de Stanley Kubrick

# LA BALLADE DE L'IRLANDAIS

Kubrick arrive toujours là où ne l'attend pas et le plus étrange est que dans ses films, si divers, on reconnaît le même regard ample et minutieux.

Barry Lyndon est son dixième film, après, entre autres, le Baiser du tueur (1955), Les sentiers de la Gloire (1957) que la censure n'a autorisé en France que seize ans plus tard parce qu'il ne faut pas parler des mutineries de 1917 et de l'armée française avec autant de rigueur, Spartacus (1960), Lolita (1961), Dr Folamour (1963), 2001 ; L'Odysée de l'espace (1968) et Orange Mécanique (1971).

Il suffit de considérer cette liste pour se rendre compte de la facilité de Kubrick à passer d'un monde à un autre, à composer un espace, ses lois, ses failles, ses contradictions. Voir l'échappée de 2001 hors de tout code même linguistique, ou le survol de l'URSS par les bombardiers fous du Docteur Folamour...



Stanley Kubrick dirigeant la réalisation de son film

Redmond Barry, jeune irlandais de petite noblesse s'engage dans l'armée anglaise pour échapper à la justice. Pris dans la Guerre de 7 ans il déserte à la première bataille, devient espion pour le compte des Prussiens, puis s'associe à un chevalier irlandais avec qui il parcourt l'Europe en vivant des cartes. Pour assoir sa fortune il épouse une riche comtesse anglaise, Lady Lyndon, change son nom en Barry Lyndon, a un fils qui meurt jeune et se fait blesser en duel par son beau-

frère. Kubrick semble réunir les ingrédients traditionnels du picaresque: rebondissements, bagarres, aventures, hasards... Mais le genre qui n'est plus illustré que sur le mode comique (*Royal Flash* de Lester) est ici dépassé par le regard réaliste qui décape l'imaginerie convenue, le vraisemblable d'une représentation codifiée.

### Géométrie et lutte de classes

L'espace du film apparaît comme libre, comme ouverture, mais toujours enserré, limité par la décor ou le cadre de l'écran. Kubrick montre un univers éminemment codifié, où les hommes doivent se

plier à la loi d'une société de l'ordonnance, du maintien. Les horizons sont bas, les ciels plombés, l'espace rigoureusement quadrillé par les colonnes et les carrés des troupes, le ring des soldats, les distances minutieuses des duels, les jardins au cordeau, les intérieurs clos. Les personnages qui voyagent beaucoup ne sont jamais saisis dans leurs déplacements, mais seulement dans leurs lieux différents, mais figés dans le même statisme.

### La hiérarchie déréglée

Comme toute hiérarchie, le mécanisme est fragile et ses craquements violents. L'introduction d'un corps étranger dérégle l'édifice social. Barry Lyndon est constamment en rupture, en retard. Il croit encore à l'honneur alors qu'il s'agit d'argent. Il veut acquérir un titre noble alors que la bourgeoisie prend doucement les rênes. Il se retrouve amputé et pensionné, rentre en Irlande survivre des subsides anglais. Le film se clôt en 1789...

### Ordre et violence

Barry Lyndon, c'est celui qui dérange, qui ne respecte pas cette géométrie, qui perturbe l'ordre

social à travers ses représentations, son spectacle. Durant la plus grande partie du film, la machine sociale tourne normalement, les conflits se résolvent dans le code: duels, guerres. La société non agressive se dilue, dans son auto-représentation (esquisse de construction en abyme (1), l'achat de tableau) satisfaite.

Kubrick procède par longues séquences, lents mouvements de caméra ou échanges appuyés des regards. Les personnages sont saisis en entier par une caméra qui ne s'approche pas. On retrouve le plan du spectacle, du théâtre. L'éclairage des intérieurs à la bougie avec ses références continues à la peinture contribue à créer un immobilisme, une perfection désincarnée, vidémorté-a-historique ou l'émotivité des personnages est recouverte par le glacis social (Maquillage blanc). A ces visages poudrés, Barry oppose sa nudité: l'expression brutes de ses sentiments qui ne respectent pas l'étiquette.

La violence jaillie alors, les corps raides se mêlent, les perruques tombent, la représentation disparaît dans le choc social, les règles sont impuissantes à récupérer les conflits dans leur mouvance et il faut amputer, extirper. La caméra est plus classique, mais devient active. Portée à la main, elle épouse, elle provoque, amplifie la violence. L'œil du spectateur ne glisse plus sur une représentation qui se suffit à elle-même, mais reçoit et va chercher au cœur même la violence enfin débridée.

### Les craquements de la représentation

Ce corsetage fin de siècle, cette explosion sourde de la montée bourgeoise, l'importance croissante de l'argent (étonnant raccourci sur Bullingdon, Lord lâche et haineux qui accomplit le dernier rituel, tare honteuse à vomir, puis chausse ses lunettes de comptable) est révélé par la mise-en-scène, qui derrière le

jeu social, montre les différentes forces historiques.

Le film qui dure un peu plus de trois heures est un lent voyage dans la représentation où le plaisir vient à la fois de ce qu'on avait jamais vu «reconstitution» si minutieuse, et surtout de ce que le film ne sollicite pas une participation affective, une identification du spectateur à telle préoccupation des personnages (historiquement datée, «démodée» donc). D'une façon un peu comparable à *La Marquise d'O* d'Eric Rohmer, le film a dans sa majeure partie, un statut de quasi-autonomie. La caméra glisse sur un monde où le spectateur n'a pas de prise. Le film apparaît comme performance de discours où l'émotion réelle des personnages reste interne au film, se résoud sur l'écran. Les crises de Barry Lyndon (au début du moins) sont saisies comme spectacle, référent historique (en ce temps-là on avait l'arme facile), mais constamment dédramatisé par la mise-en-scène (plans larges, commentaires off ironiques, musique détournée).

L'émotion ne surgit pas que dans les scènes déréglées (correction de Bullingdon par Barry, mort de son fils, tentative de suicide de

«La chance de Barry Lyndon» est le premier roman de Williams Thackeray (1811-1831), contenant déjà, en germe, toutes les préoccupations de son auteur.

W.M. Thackeray est né en Inde, en 1811, dans une famille de fonctionnaires britanniques. Quand il s'installe en Angleterre, pour des raisons de santé, il y mène une vie étudiante dilettante, sans guère se soucier de sa fortune... qui s'effondre.

Il publie alors des feuilletons dans des journaux, sans grand succès tout d'abord. Mais «La foire aux vanités», en 1848, est un triomphe. Pour autant, les malheurs de Thackeray ne sont pas terminés puisqu'il verra sa femme enfermée dans un asile pour «désordre mental».

Il écrira, à un rythme soutenu, jusqu'à sa mort - à Londres en 1863 - toute une série de romans-fresques historico-psychologiques, à cela fois passionnés en vengeurs, n'épargnant pas la monarchie victorienne.

Ses œuvres les plus connues: «L'histoire d'Henry Esmond» et sa suite: «Les virginieniens», «Les snobs d'Angleterre», «Pendennis» et surtout: «La Foire aux vanités».

### La chandelle spatiale

Le tournage d'intérieurs éclairés uniquement à la bougie posait le problème d'un objectif particulièrement lumineux pour que le résultat ne se résume pas à un jeu d'ombres. Kubrick et son chef opérateur John Alcott utilisèrent un objectif spécialement construit par la NASA. Comme quoi, de 2001 au XVIIIe siècle...

Lady Lyndon) où la douleur des personnages se heurte au cadre social, le dérange, le fait craquer, où les conventions s'écroulent et ne reste qu'une haine ou une douleur qui balaye tous les codes. L'homme reconquiert alors une actualité qui nous parle. La mise-en-scène le montre violent, prostré, pendant l'enterrement du jeune Lyndon notamment scandé une marche à la mort qui devient marche de mort(s), cohabitation de figures vides d'histoire, mannequins à la poudre envolée.

Michel Young

(1) En abyme: à l'image de ces vignettes de camembert où l'on voit une paysanne qui tient dans une main une boîte de camembert sur laquelle une paysanne... etc.





## Etre chanteur contestataire en URSS

# Piotr Startchik menacé de l'hôpital psychiatrique

● *Les récitals privés « témoignent d'une nouvelle aggravation de son état »*

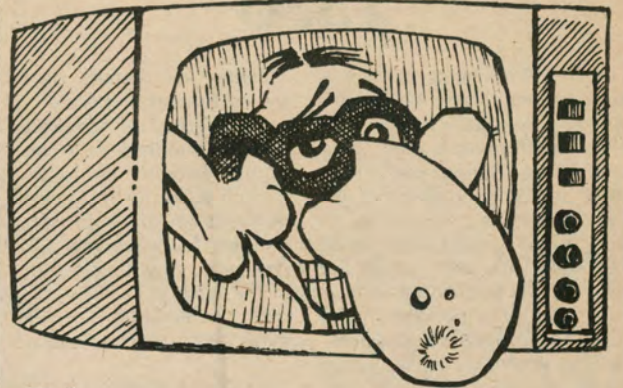
La chanson s'est révélée depuis une dizaine d'années en URSS, comme dans d'autres pays de l'Est comme un véhicule privilégié de la contestation sociale. Dans les camps et les prisons a fleuri toute une tradition orale stigmatisant une société où « les plus grands voleurs sont en liberté », dans des chansons du « blat », le nom que ces « marginaux » se donnent eux-mêmes, tendres acides et souvent désespérées.

Insaisissable, une chanson ne se confisque pas, quelques auteurs de talent l'ont utilisé pour faire passer un souffle nouveau dans un monde figé. Boulat Okoudjava (1), le Brassens soviétique a su conquérir une immense admiration dans la jeunesse pour ses chansons irrévérencieuses, toutes en allusion. La plus connue décrit Staline sous les traits d'un chat noir. Ce chat ne se déplace que dans l'obscurité et pour l'attraper il faudrait faire la lumière dans la maison, mais personne ne veut se cotiser pour acheter une lampe et faire la lumière. Inutile de dire qu'Okoudjava a connu les pires difficultés pour pouvoir s'exprimer. Vladimir Vissotsky (1) est un comédien qui depuis 12 ans écrit et chante des chansons. Bien entendu ses disques sont introuvables en URSS, mais tout le monde le connaît. Ses chansons sont enregistrées sur magnétophone dans des petits concerts privés, en

appartement. Puis les enregistrements sont repiqués, se multiplient, et finalement circulent sous le manteau dans tout le pays, jusque dans des villages perdus de Sibérie. L'existence de ces voix constitue une brèche dans l'ordre parfait de l'édifice bureaucratique. Intolérable. C'est ainsi que le chanteur non-conformiste Piotr Startchik, qui réunit de temps en temps une trentaine de personnes chez lui, et chante en s'accompagnant au piano des œuvres des poètes des années vingt comme Mandelstan et Tavetayava, persécutés sous Staline, puis réhabilités du bout des lèvres, est aujourd'hui menacé d'hôpital psychiatrique. Il y a queque jours, au cours de l'un de ces récitals, la police a fait irruption dans l'appartement, et relevé les identités des personnes présentes, sans doute dangereux conspirateurs. Piotr Startchik qui avait été envoyé en hôpital psychiatrique, en 1972, pour avoir fait circuler des textes interdits, puis libéré l'an dernier, s'est vu menacé d'un nouvel internement, car les récitals qu'il donnait chez lui « témoignent d'une nouvelle aggravation de son état ». Ainsi il faut bien être fou pour oser chanter autre chose que du Mireille Mathieu soviétique.

S.B.

(1) On peut trouver les disques d'Okoudjava et de Vissotsky au Chant du Monde.



TF 1

12.30 L'île au trésor (feuilleton)  
13.00 Journal  
13.35 Paul Temple (série)  
14.30 L'imagination au galop : 18 images seconde  
17.35 Pour les jeunes  
19.20 Actualités régionales  
19.40 Une minute pour les femmes  
19.45 Le village englouti (feuilleton)  
20.00 Journal  
20.30 Voyage à l'étranger  
Film TV d'après le roman de Georges Borgeaud  
22.20 L'épreuve des faits.  
Premier emploi : complètement à notre enquête sur l'exploitation aux PTT, les aventures vécues d'une « demoiselle du téléphone » : mille fois par jours, décrochez et dites allo  
23.20 Journal

A 2

15.00 Flash d'information  
15.05 Aujourd'hui Madame : suite de l'enquête sur le travail féminin  
15.55 Bonanza (série)  
16.45 Viens avec nous  
Vasarely, le peintre officiel du règne Pompidou nous présente ses trois musées, ses quatre maisons, ses millions de petits carreaux.  
17.15 Teva (feuilleton)  
18.05 Dessin animé  
18.15 Ce jour-là, j'en témoigne : Le 15 août 1944, débarquement et grèves  
18.40 Le palmarès des enfants  
18.55 Des chiffres et des lettres  
19.20 Actualités régionales  
19.40 Bonjours Paris (feuilleton)  
20.00 Journal  
20.30 Un shérif à New York (série)  
21.45 Rendez-vous avec Michel Bouillon  
De la télévision underground avec un spécialiste de la spéléologie  
22.40 Journal

FR 3

18.45 Pour la jeunesse : les aventures de Tintin  
19.05 Magazines régionaux  
19.20 Actualités régionales  
19.40 Tribune libre : questions à l'Eglise  
Homélie mêlée, pour une fois de bonnes intentions, avec André Mandouze, chrétien de gauche.  
19.55 Flash journal  
20.00 Les jeux de vingt heures  
20.30 A l'est d'Eden (1955)  
Un film d'Elia Kazan, avec James Dean. Dans un vaste domaine californien, la révolte d'un enfant du siècle contre sa famille étouffante et le puritanisme triomphant. L'occasion de faire le point sur un mythe qui a la vie dure...  
22.20 Journal

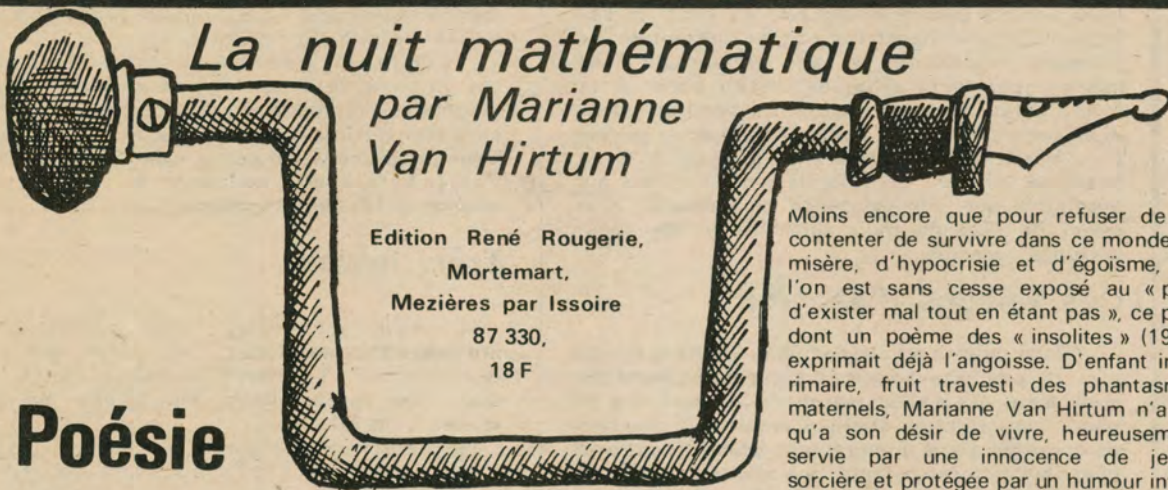
## RADIO

### FRANCE MUSIQUE-MF

12.50 Jazz classique : tout Duke Ellington  
15.00 Lejeune, Monteverdi, J. Blow, Stockhausen.  
23.25 Chants d'espoir. Chanson arabe « de refus », avec Cheik Imane (Egypte) et Nass el Ghiwan (Maroc).  
24.00 Gurrelieder, de Schoenberg

### FRANCE CULTURE-MF

Tout au long de la journée, la suite des émissions sur les Cévennes avec André Chamson, Jean-Pierre Chabrol... (voir Rouge du 7 septembre).



## La nuit mathématique

par Marianne Van Hirtum

Edition René Rougerie,  
Mortemart,  
Mezières par Issoire  
87 330,  
18 F

Moins encore que pour refuser de ce contenter de survivre dans ce monde de misère, d'hypocrisie et d'égoïsme, où l'on est sans cesse exposé au « péril d'exister mal tout en étant pas », ce péril dont un poème des « insolites » (1956) exprimait déjà l'angoisse. D'enfant intérimaire, fruit travesti des phantasmes maternels, Marianne Van Hirtum n'a du qu'a son désir de vivre, heureusement servie par une innocence de jeune sorcière et protégée par un humour infrarouge, de franchir le désert affectif qui la séparait d'elle-même, pour accoucher du poète qu'elle portait en elle depuis sa naissance officielle à Namur, en 1935. Mais elle ne fait pas mystère d'autres origines et vous confirmera volontiers, s'il en est besoin, que sa rencontre avec André Breton, en 1956, à Paris, marque le début de cette ontogenèse dont sa poésie, et plus tard sa peinture et ses objets, refléterons les métamorphoses successives.

Aujourd'hui, Marianne Van Hirtum publie chez Rougerie un recueil de poèmes d'une densité et d'une profondeur qui lui auraient attiré, en d'autres temps, l'estime des « voyant » dont on sent bien, au détour de certaines pages, qu'elle n'ignore pas leur secret, celui de cette vision éblouissante — éblouie — « ah ! Carreaux bleus ! Ah ! Matinées ! » — dont Rimbaud embrasa le verbe.

Ce recueil, « la nuit mathématique », dont une épigraphe de Lautréamont éclaire le titre, ce cerceuil, tout luisant d'arêtes vives, aux cassures de la vie en miettes, invite à une lecture en saut périlleux, au-dessus de la piste goudronnée où le dernier pégase traîne son cent de caravane, sous le glorieux soleil des camping-gaz. Le vertige, dont les ailes en torche miment sans fin l'étreinte des amants, est prince de cette forêt — satellite, qui escalade, chaque fois que le cœur s'extravase, son orbite en spirale de service. Mais la terre et ses monstres sont en haut ; mais le cri de chat de la fée dans l'hermine fait écho, au bout du couloir gris, à « l'hymne du Grand Parapluie », qui est le nombril des étoiles : « Allez, mes bons chevaux ! Hissez-moi sur vos épaules de granit. Enchaînez mes poignets déjà refroidis : la forêt s'ouvre comme une boîte de haricots rouges au crépuscule, et le ruisseau de fort vin bleu m'attend ».

Jean-Louis Bedouin

## Poésie

Parce que « tout le monde ne peut pas vivre dans un château rouge ». Marianne Van Hirtum aménage à grand coups de rire noir, à grands revers de truelle pour la pêche au lançon, le château de sable du monde réel, dont elle est le plus espiègle revenant, « passant sa vie à repasser un fer ancien avec une chaussette neuve ». Au dehors, c'est toujours la nuit d'été : une femme à son miroir, dans le grand fauteuil de paille, une rainette sur les genoux. C'est la mère, cette femme, la patronne de « l'hôtel-Madame » dont les petits sont orphelins, avant même d'être conçus.

Idole phallique, elle trône sur la pelouse du parc, d'où le père, embusqué derrière un brin d'herbe, l'observe avec effroi transpercer d'épingles à chapeau un cœur à la crème.

Le cabriolet du docteur flambe comme une grange au pied des murs de l'asile. Le ressac du ciel, après que tout soit consommé, berce l'oreille d'un bruit de train qui s'éloigne. Il faut déjà du génie pour naître quand les saules pleurent de bonté sur le muflé des trèfles. Que n'en faut-il pour venir au monde quand les maîtresses poutres s'abattent en pétaradant des hiboux embrasés !

## Dans l'objectif

● Parisiens, parisiennes !

On se téléphone et on se fait une petite bouffe ?

On connaît un restau sympa, pas cher, où la bouffe n'est pas dégeu...

C'est la Canaille, et c'est ouvert depuis lundi.

C'est la Canaille et ça se trouve au 4, rue Crillon, dans le 4<sup>e</sup> arrondissement, au métro Bastille...

C'est la Canaille ?

Eh bien, j'en suis !

(Téléphone : 278 09 71)

● Le collectif anti-Ouspan organise deux soirées informations sur l'Afrique du Sud :

Ce soir, mercredi 8 septembre à Laval : avec « Frontline », un film de René Vautier qui sera là pour animer le débat. Au foyer culturel.

Le vendredi 10 septembre à Mayenne, au foyer culturel. « Frontline » suivi d'un débat.

● On a tout juste le temps de traverser la France d'ouest en est pour se retrouver, samedi 11 septembre à Bitschwiller-lès-Thann (68), à partir de 18 heures, au festival folk, avec : Gaston Smurtz (bluegrass), Françoise Brumbt (chanson alsacienne), Walter Mossman (chanson badoise), Sourdeline (folk français), Géranium (folk alsacien) et Aristide Padygros (folk franco-suisse). Entrée 18 F. Et de quoi boire et manger et s'en mettre plein les oreilles.

● C'est tout, c'est court. Vos annonces sont les bienvenues. A travers tout le pays, notre soif de théâtre, de cinoche, de musique et de tout le reste s'accroît de jour en jour. Ecrivez-nous.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F





## 2330

Le chiffre qui nous donne des sueurs froides. Notre baromètre quotidien, le seul communiqué par les NMPP chaque jour. C'est la vente de Rouge sur Paris-surface (sans les métros et les gares). Indicateur partiel mais significatif de la progression ou de la régression de notre chiffre de vente, nous le publierons chaque matin. En le multipliant par trois\*, on a une idée approximative de la vente. Le chiffre publié chaque jour correspondra aux ventes de l'avant-veille. Ainsi celui d'aujourd'hui correspond à

la vente du numéro de lundi. Il est nettement en hausse par rapport à celui de vendredi : plus 400. Le vendredi et le lundi sont habituellement les jours où la vente est la plus forte. Mais nous sommes encore loin des chiffres d'avant les vacances (3 274 de moyenne journalière en avril, 2 977 en mai, 2 765 en juin). Et c'est seulement à partir de 4 000 que nous pourrions respirer !

\* Pour juillet et août, il faut multiplier par 4, à cause des migrations de vacances vers le soleil.

## La diffusion de Rouge

Moyenne journalière des ventes

	DIFFUSES	VENDUS	
MARS	50 629	9 344	soit 18 %
AVRIL	40 981	9 259	soit 22,5 %
MAI	37 448	8 625	soit 23 %
JUIN	36 195	7 972	soit 22 %

Le pourcentage de la troisième colonne est un chiffre très important. Il indique le rapport entre les journaux que nous diffusons et ceux qui nous vendons.

Actuellement nous fabriquons 10 journaux pour en vendre 2. Ces presque 80 % de journaux sont fabriqués doublement à perte : par leur coût de production et par le coût du service NMPP qui nous facture leur diffusion et leur retour comme invendus.

Ici intervient le rôle essentiel des contrôleurs de vente. Eux seuls peuvent permettre de

resserrer la grille de diffusion. Là encore, le laissez-faire, une attitude passive face à cette dimension de la bataille pour le quotidien nous coûte très cher et peut compromettre son existence.

Un contrôle rigoureux doit nous permettre à la fois de diffuser suffisamment de journaux là où nous en vendons et d'arriver à un rapport d'au moins 50 % entre les exemplaires diffusés et les exemplaires vendus. Nous discuterons en détail des moyens d'affiner notre grille de diffusion au cours du stage des 18 et 19 septembre.

## Combien coûte Rouge ?

Comptons que nous avons vendu en moyenne 8 000 exemplaires. Nous avons 600 abonnés. Chaque mois nous dépensons en papier, fournitures, salaires, loyer, etc... : 360 000F.

Pour 8 000 exemplaires vendus, les NMPP nous versent :  
117 centimes x 8 000 x 25 jours = 234 000F pour un mois  
Il faut retrancher le coût des invendus :  
07 centimes x 22 000 x 25 = 38 500F

En conséquence, nous touchons : 195 500F, or nous dépensons 360 000F.

Le déficit structurel mensuel dans l'état actuel des ventes est donc de 165 000F.

Pour la fin septembre, il faut ajouter le remboursement des prêts de juin, et tenir du compte du fait que nous allons toucher les recettes NMPP du mois d'août qui sont évidemment les plus faibles. 20 millions d'anciens francs sont bien nécessaires et risquent d'être nécessaires chaque mois si le développement des ventes n'assainit pas nos finances en profondeur.

## Pour le 15 octobre Plus 1000

Mieux que la souscription, gagner des lecteurs.

1000 lecteurs de plus, c'est d'abord la raison d'exister de Rouge qui ne peut plus se satisfaire de réaliser chaque jour le miracle de boucler plus ou moins dans les délais et n'a de sens que par la bataille politique qu'il mène. Nous voulons toujours plus de lecteurs et de lectrices.

1000 lecteurs et lectrices de plus c'est aussi diminuer le déficit mensuel d'environ 3 millions. Encore des chiffres :

9 000 vendus  
117 centimes 25 jours 9 000 ex. = 263 250 F de recette  
07 centimes 25 jours 21 000 ex. = 36 500 F d'invendus  
Les NMPP versent alors 226 750 F le déficit est donc de 133 250 F.

Si nous vendions 10 000 exemplaires, il serait de 93 000 F, et ainsi de suite.

En même temps, le contrôle des ventes doit permettre de baisser le tirage et le rodage de l'imprimerie faire baisser le coût de production. Si bien qu'on peut estimer que ces deux mouvements convergents (augmentation des ventes et diminution des coûts) trouveront leur point d'équilibre avec une vente de l'ordre de 12 000 exemplaires par jour.

« L'objectif 77 » pour la fin décembre est évidemment dépendant de la courbe des ventes. Plus elle montera, moins celle de la souscription aura à le faire.

## LES COMPTES DE ROUGE



# OBJECTIF 77

77 parce que c'est en millions anciens la somme qu'il nous faut pour boucler l'année si nous ne voulons pas que le bilan que nous commençons à tirer aujourd'hui se transforme en dépôt de bilan.

77 aussi parce que cette année politique est un moment charnière de la courte histoire de Rouge. Après les mois de rodage, de tâtonnements, ou nous développons la diffusion et le rayonnement du journal et par là la politique qu'il défend, ou nous stagnons en parvenant tout au plus à faire survivre à coup d'expédients un quotidien dont on ne verrait plus très bien alors à quoi il servirait.

Nous publions ci-dessous des chiffres : coûts, diffusion, vente, déficit, et nous le ferons régulièrement. Ce journal existe par la volonté de ses lecteurs, des militants qui ont su rassembler les sommes nécessaires à son démarrage. Les mêmes, par leurs critiques certes quant à la forme et au contenu, mais aussi par leur participation active à tout ce qui dans l'autre presse est l'affaire de spécialistes de la gestion, de la publicité, peuvent lui faire franchir le bond qui permettra que son existence ne soit plus à la merci de fins de mois difficiles et de souscriptions réussies.

### Des raisons d'espérer

Publié pour la première fois le 15 mars, Rouge a pu ne pas interrompre sa parution pendant les mois d'été. Ça n'allait pas de soi. Son chiffre de vente actuel donne quelque crédit à la décision de continuer. Dans une première phase il suffirait que 2 500 nouveaux lecteurs s'ajoutent aux 8 000 actuels. Or rien n'a encore été fait pour le faire connaître, le promouvoir. Tout est à faire. 8 000 lecteurs dans ces conditions, ce n'était pas si évident alors que nous traversons une période de crise et de restructuration de la presse à laquelle notre caractère de journal militant ne nous permet pas d'échapper totalement. D'autres projets de quotidien s'y sont cassés le nez.

(« L'imprévu », le projet du PS, le projet de Servan-Schreiber).

L'entreprise était osée. Elle n'aurait actuellement pas d'avenir si l'effort de milliers de lecteurs-souscripteurs ne l'avait pas soutenue.

### Des raisons de s'inquiéter

Les souscriptions passées ont rassemblé l'investissement de départ indispensable. Elles ont

ensuite comblé les trous de trésorerie dus à l'accident grave de la rotative la première semaine de parution. Elles ont enfin permis de passer le cap inévitablement difficile du fléchissement des ventes pendant les mois d'été.

Mais dans le même temps, nous avons pris du retard. Erreurs de prévisions, amateurisme dans l'organisation du travail, pour lequel nous n'avions aucune expérience alors que nous ne voulions pas reproduire la division sociale, la hiérarchie et les exigences de productivité de n'importe quelle moyenne entreprise capitaliste. Les tâtonnements coûtent cher, et du fait que l'imprimerie de Rouge ne tourne pas encore à plein rendement, celui-ci coûte plus cher à fabriquer que ce que nous avions prévu. Un redressement a commencé et se poursuit qui devrait faire baisser le prix de revient.

Le chiffre de vente est un facteur d'espoir s'il est un point de départ. Il devient inquiétant s'il stagne, voir régresse. Nous ne retrouvons pas encore nos chiffres de vente d'avant les vacances. Nous ne pouvons permettre que cela dure, sinon c'est la banqueroute ou la fuite en avant dans les emprunts, les souscriptions.

### Trois leviers

Engager maintenant une opération de redressement ne portera ses fruits que dans plusieurs mois. Les NMPP ne paient que 45 jours après les ventes. Aussi faut-il agir sur trois leviers à la fois.

Immédiatement, fournir au journal l'argent dont il a besoin pour faire face à l'échéance de fin septembre. Nous paierons là le déficit dû au creux de l'été et à la stagnation de nos ventes. 20 millions sont nécessaires et sont un préalable à une campagne qui visera fondamentalement à augmenter les ventes.

20 millions, c'est un effort minime pour chaque lecteur : environ 25 F. Mais ces 25 F ne pourront suffire. Ils combleront le déficit une fois de plus sans pouvoir empêcher qu'il se reproduise. C'est pourquoi s'il est vrai que l'objectif 77 correspond à la somme qu'il nous faudrait pour boucler l'année, nous n'en faisons pas un objectif de souscription. Mieux qu'une quête permanente, la bataille pour le quotidien est une bataille pour sa diffusion. Nous n'avons que trop tardé. C'est par elle que Rouge deviendra le journal de ses lecteurs et cessera d'être ce quotidien qu'on se contente d'aller acheter au kiosque le matin, comme n'importe quel autre quotidien.



**C'EST TOUS ENSEMBLE QU'IL FAUT FRAPPER**

Les 18 et 19 septembre prochains les correspondants et les contrôleurs de ventes tiendront un stage avec l'équipe de fabrication du journal. On discutera évidemment du journal, de ses rubriques, de ses articles, du rôle des correspondants... On discutera aussi de la campagne « Objectif 77 »

Pour commencer, nous allons sortir une affiche et un autocollant à 100 000 exemplaires. L'atelier de maquette et les dessinateurs concoctent des projets. Nous publierons les esquisses afin de les tester par sondage auprès des lecteurs. Ensuite c'est l'évolution même de la campagne qui déterminera la sortie d'un nouveau matériel. Il s'agit de ne pas laisser aux seules NMPP le soin de diffuser notre journal, de prendre enfin en charge sa diffusion. La discussion même sur le journal dont nous avons besoin s'en trouvera enrichie, parce que nourrie d'expérience concrète.